

Thème I Totalitarismes et seconde guerre mondiale (1929 – 1945)

A - Les conséquences de la guerre et des crises économiques

1 – *En Russie : l'ascension des bolcheviques*

2 – *En Allemagne : Apparition et développement du nazisme*

B – Les idéologies totalitaires

1 - *Forger une société nouvelle*

2 - *Les différences entre les régimes totalitaires*

a) *Une société sans classes et l'abolition du secteur privé en URSS*

b) *La domination de la « race des seigneurs » en Allemagne*

C – Les mécanismes du pouvoir totalitaire

1 - *Le dictateur et le parti*

a) *Le culte du chef*

b) *Le parti unique et l'Etat*

2 - *Le contrôle total de la population*

a) *La mobilisation des masses*

b) *Le conditionnement des esprits par la propagande*

3 - *Le poids de la terreur*

a) *En Allemagne*

b) *En URSS*

Mots importants

Antisémitisme : Hostilité, haine à l'égard des Juifs, considérés comme une race ou un groupe distinct du reste de la société.

Aryenne (race) : nom donné par les nazis à la prétendue race germanique supérieure.

Bolcheviks : Mouvement révolutionnaire russe inspiré du marxisme, dirigé par Lénine

Camp de concentration : camp destiné à neutraliser les ennemis du régime tout en exploitant leur force de travail.

Collectivisation : Appropriation par l'Etat ou la collectivité des moyens de production (terres agricoles par exemple).

Communisme : Idéologie politique qui cherche à instaurer une société parfaitement égalitaire, sans classes sociales, sans État et sans propriété privée.

Diktat : terme utilisé par les Allemands pour désigner le traité de Versailles imposé par les Alliés, sans négociation.

Douma : Parlement russe

Eugénisme : Doctrine et pratiques consistant à veiller à la « pureté de la race aryenne » (par exemple, par la stérilisation ou l'élimination des handicapés et malades mentaux).

Gestapo : police secrète d'État créée en 1933 en Allemagne,

Goulag : nom de l'administration des camps de travail forcé et, par extension, des camps eux-mêmes et du système concentrationnaire,

Kolkhoze : En URSS, exploitation agricole dans laquelle la terre, le bétail et les outils sont détenus collectivement par les paysans.

Koulak : terme désignant un paysan propriétaire est utilisé par la propagande stalinienne pour désigner et éliminer tous les opposants à la collectivisation des terres.

Lebensraum : Espace vital revendiqué par Hitler

Lois de Nuremberg : en 1935, série de loi antisémites

Nazisme : Idéologie définie par Adolf Hitler, fondée sur le racisme, l'antisémitisme et le rejet de la démocratie.

NKVD : principale police politique de l'URSS de 1934 à 1946.

NSDAP (Parti national-socialiste des travailleurs allemands) : fondé en 1920, le parti nazi est dirigé par Hitler à partir de 1921. Seul autorisé en Allemagne de 1933 à 1945.

Nuit de cristal : Le 9 novembre 1938, les quartiers juifs des villes allemandes sont attaqués, les populations battues et les bâtiments détruits (notamment les synagogues), à la suite de l'assassinat par un juif polonais à Paris, de Von Rath, un diplomate allemand. Marque le début de la répression brutale contre les juifs.

Nuit des longs couteaux : Exécution des principaux chefs de la SA en Allemagne du 29 au 30 juin 1934

Pangermanisme : volonté de regrouper dans un même État tous les peuples d'origine germanique.

Planification : encadrement de l'économie par des plans quinquennaux fixant des objectifs de production.

Pogrom : ce mot russe (signifiant « dévastation ») désigne une émeute antisémite tolérée ou encouragée par les autorités,

Politburo : Sommet du comité central du PCUS qui en définit la ligne directrice.

Prolétariat : Ensemble des travailleurs qui ne possèdent que leur force de travail, soumis à la bourgeoisie, qui possède les moyens de production et d'échange.

Propagande : ensemble d'actions effectuées par une institution ou une organisation pour faire agir et penser la population d'une certaine manière.

Purges : Vagues d'exclusion du Parti communiste soviétique sous la fausse accusation d'activités anticommunistes,

Régime totalitaire : Régime politique dans lequel l'État impose une idéologie officielle, utilise la violence et veut tout contrôler (population, économie, information, culture...).

Reich : mot qui désigne l'empire allemand.

Reichstag : Parlement allemand

République de Weimar : République fédérale d'Allemagne entre 1919 et 1933.

SA (Bataillon d'assaut) : Organisation paramilitaire liée au Parti nazi.

Soviet : Assemblée de représentants du peuple

Sovkhoze : En URSS, ferme d'État dans laquelle les paysans sont salariés.

SS (Escadron de protection) : Organisation paramilitaire et policière nazie.

Stakhanovisme : En URSS, campagne de propagande faisant l'apologie des travailleurs les plus productifs.

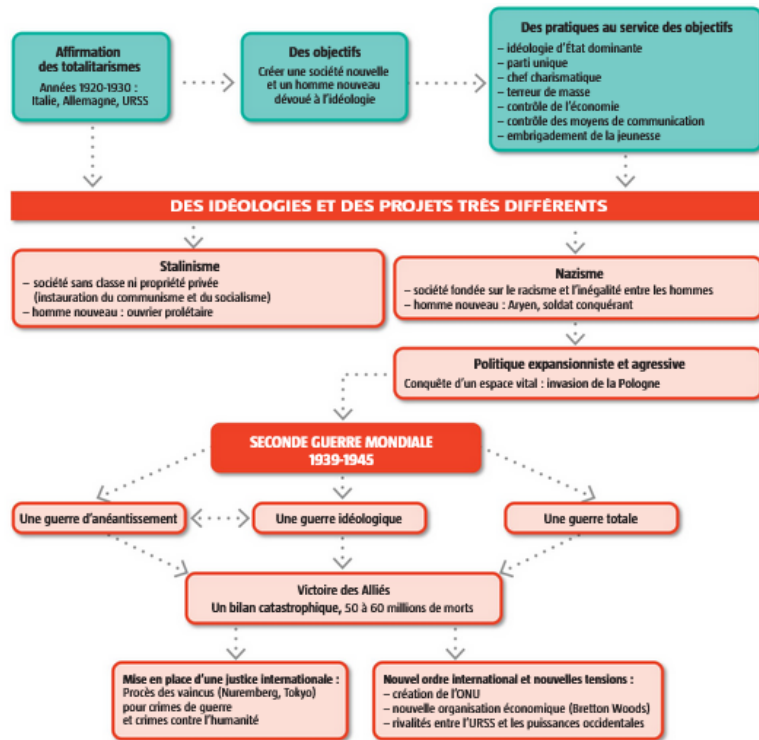
Stalinisme : Forme de totalitarisme caractérisant l'URSS des années 1930, se fondant sur l'idéologie communiste.

Tchéka : Police politique mise en place par les bolcheviks. Deviendra la GPU puis le KGB

Thèses d'avril : En 1917, de retour en Russie, Lénine expose ses thèses reposant en partie sur l'arrêt de la guerre, sur l'expropriation des terres et des usines au profit du prolétariat.

Totalitarisme : Le totalitarisme est une forme de dictature dans laquelle l'Etat contrôle tout à la fois la politique, l'économie, la culture, la société

URSS : fédération de plusieurs républiques communistes sous l'autorité de la Russie de 1922 à 1991



I – Les régimes totalitaires dans les années 1930

Malgré leurs différences, les régimes totalitaires en URSS et en Allemagne ont en commun un certain nombre de traits. Un Etat totalitaire est une dictature d'un type particulier, dont l'objectif est de contrôler tous les aspects de la société, pour édifier un « homme nouveau », en mobilisant la population, en contrôlant les esprits par une propagande intensive, et en terrorisant les adversaires - réels ou fictifs - du régime.

A - Les conséquences de la guerre et des crises économiques

1 – En Russie : l'ascension des bolcheviques

En mars 1917, devant la multiplication des manifestations, le Tsar abdique, mais le gouvernement qui le remplace entend poursuivre la guerre, ce qui le rend très impopulaire. Les Bolcheviks menés par Lénine, lancent une révolution en octobre 1917, et prennent le pouvoir. Lénine met en place une dictature. L'URSS est fondée en 1922.

2– En Allemagne : Apparition et développement du nazisme

Dans un pays humiliés par la défaite et la crise économique, le NSDAP (parti nazi) et son chef, Adolf Hitler deviennent populaire avec leur programme : réaliser une Grande Allemagne, le IIIème Reich, qui rassemble toutes les populations de langue allemande, la conquête d'un "espace vital" dans l'est où les slaves seront réduits en esclavage.

La crise économique permet au parti nazi une envolée électorale. En 1932, il devient le premier parti d'Allemagne avec plus de 30% des voix. Soutenu par la droite et les milieux d'affaires inquiets de la montée du communisme, Hitler est nommé le 30 janvier 1933 chancelier (chef du gouvernement). En mars, Hitler obtient les pleins pouvoirs en menaçant les députés. Les partis politiques et les syndicats sont immédiatement interdits.

B – Les idéologies totalitaires

1 - Les différences entre les régimes totalitaires

a) Une société sans classes et l'abolition du secteur privé en URSS

Le projet social de Staline repose sur le prolétariat et a pour objectif l'instauration d'une société sans classes. Les usines et les terres sont confisquées. Les paysans sont regroupés dans des kolkhozes (fermes collectives) et des sovkhozes (fermes d'Etat).

Staline s'efforce de stimuler les ouvriers en développant le **stakhanovisme** (augmentation du rendement des travailleurs, en montrant l'exemple truqué du mineur Stakhanov).

b) La domination de la « race des seigneurs » en Allemagne

Pour Hitler, la communauté allemande repose sur la race aryenne. Pour Hitler, les races humaines sont biologiquement inégales. Le **Volk** (communauté raciale allemande) doit dominer les autres. La politique raciale du Reich comporte aussi des mesures pour l'élimination des handicapés.

Jusqu'en 1939, l'objectif des nazis est de persécuter les juifs pour les pousser à quitter l'Allemagne. L'antisémitisme au fil des années augmente d'intensité. Dès 1933, ils sont exclus de l'administration, puis de certaines professions. En 1935, **les lois de Nuremberg** interdisent en particulier les mariages et les relations sexuelles entre juifs et aryens.

Enfin : **9- 10 novembre 1938, la "nuit de cristal"** inaugure une politique de terreur et de confiscations des biens des juifs.

A la suite de l'invasion de l'URSS en 1941, commencent les premiers massacres des communautés juives de l'Est, puis, en janvier 1942, la « **solution finale** » est instaurée.

C – Les mécanismes du pouvoir totalitaire

1 - Le dictateur et le parti

a) Le culte du chef

Les dictateurs sont présentés comme des individus extraordinaires et font l'objet d'un véritable culte. Staline est surnommé le « vojvd » (guide) ou le « petit père des peuples ». Les journalistes et les poètes parlent de lui comme d'une divinité. Les portraits et les statues insistent sur sa bienveillance. Hitler, premier artiste du régime, est présenté comme le seul homme capable de sauver l'Allemagne et son peuple



2 - Le contrôle total de la population

a) La mobilisation des masses

Les partis communistes et nazis encadrent la population, de l'école à l'usine. Les jeunes sont enrôlés dans les Komsomols en URSS ou la Hitlerjugend en Allemagne. Les loisirs ne doivent pas non plus échapper aux autorités. En Allemagne, des croisières à bas prix sont proposées aux ouvriers, qui sont encadrés par le NSDAP.

b) Le conditionnement des esprits par la propagande

La radio, les actualités, les films, les affiches géantes, diffusent une propagande intensive (dirigée par Jdanov en URSS et Goebbels en Allemagne). Les manuels scolaires sont révisés, les bibliothèques épurées et l'information est censurée (autodafés en Allemagne).

Un exercice de mathématique nazi

« Un aliéné coûte quotidiennement 4 marks, un invalide 5,5 marks, un criminel 3 marks. Dans beaucoup de cas, un fonctionnaire ne touche que 4 marks, un employé 3,65 marks, un apprenti 2 marks.

1) Faites un graphique avec ces chiffres.

2) D'après des estimations prudentes, il y a en Allemagne environ 300.000 aliénés et épileptiques dans les asiles. Calculez combien coûtent annuellement ces 300.000 aliénés et épileptiques.

3) Combien de prêts aux jeunes ménages à 1000 marks pourrait-on faire si cet argent pouvait être économisé ?».



La règle de "Juden Raus" est simple. Un plateau de bois représente six rues d'une ville standard, bordées de commerces en tout genre tenus par des juifs. Le joueur -un Aryen forcément -est doté d'un petit personnage, qui va se déplacer, au fil du lancer de dés, dans cet espace, avec comme objectif d'atterrir dans une de ces boutiques. Il s'agit de faire prisonnier son propriétaire - représenté par un cône grimaçant -, et de le ramener ensuite dans un "camp" « Chassez six juifs et vous aurez gagné », explique le mode d'emploi

De gigantesques parades et des grands spectacles sont organisés. Les écrivains et les artistes doivent exprimer les objectifs du régime. Les artistes non-conformes à l'idéologie totalitaire sont

rejetés ou persécutés.

3 - Le poids de la terreur

a) En Allemagne

Le régime peut arrêter et incarcérer les personnes sans motif et sans limite de temps. La SS et la Gestapo (police secrète) ont recours à des méthodes impitoyables pour identifier et arrêter les opposants politiques. Des camps sont créés dans toute l'Allemagne où sont détenus les opposants politiques sans procès et dans des conditions cruelles et brutales. Dès mars 1933, les SS ouvrent un camp de concentration dans la ville de Dachau, située près de Munich, premier d'une longue série.

b) En URSS

La police politique (la Tcheka) arrête et peut exécuter sans jugement tout opposant présumé. Après la mort de Lénine, en 1924, Staline parvient à éliminer ses adversaires et en 1929, il dispose de tous les pouvoirs. Il travaille avec le politburo (bureau politique) du parti communiste dont les membres lui doivent leur pouvoir. La terreur touche les « ennemis de classe » : les premières victimes de masse sont les paysans petits propriétaires qui refusent la collectivisation. Aux milliers d'exécutés et de déportés, s'ajoutent les 6 à 8 millions de morts de la grande famine de 1932-1933. A la fin des années trente lors de la **Grande Terreur**, Staline élimine toute personne pouvant concurrencer son propre pouvoir.

A la fin des années 1930, 700 000 personnes auraient été exécutées tandis que l'URSS compte entre 5 et 10 millions de prisonniers politiques.

Conclusion

La Première guerre mondiale et les crises économiques et sociales sont les causes de l'installation de régimes totalitaires. En Russie, après une première révolution en février 1917 qui met fin au tsarisme, le chef des Bolcheviks, Lénine, lance une seconde révolution en octobre 1917. A la mort celui-ci en 1924, Staline prend progressivement le contrôle absolu. En Allemagne, Hitler tire profit de la crise des années 1930 pour se poser en recours face à une classe politique impuissante. Il est nommé chancelier en janvier 1933 et obtient rapidement les pleins pouvoirs.

Les régimes totalitaires ont en commun la négation des libertés individuelles, un système de parti unique et de culte du chef, alimenté par une intense propagande. Désireux de créer un « homme nouveau », ils s'efforcent d'encadrer très étroitement l'économie, la société et la culture, en conditionnant les esprits. Ils éliminent toute forme d'opposition et de résistance par la violence.

Les régimes totalitaires ne reposent pas pour autant sur les mêmes idéologies. Le nazisme se fonde sur le programme établi par Hitler dans Mein Kampf : affirmation de la supériorité de la « race aryenne », antisémitisme, refus de la démocratie, anticommunisme. Le stalinisme, qui s'impose en URSS en 1928, repose sur l'idéologie communiste : suppression de la propriété privée, affirmation du PCUS et de l'État comme acteurs primordiaux de la construction du communisme.

TEST

1. Qu'est-ce que le stalinisme sur le plan économique et social ?
2. Quelles sont les différentes causes de l'arrivée de Hitler au pouvoir ?
3. Quelles sont les différences idéologiques de ces deux régimes ?
4. Quels sont les points communs ?
5. Comment ces régimes tentent-ils de séduire la société ?
6. Quels sont les points communs et les différences de leur système de répression ?
7. Qu'est-ce qui différencie une dictature « classique » d'un régime totalitaire ?
8. Faire un paragraphe rappelant les causes de l'installation de ces régimes et leur mode de fonctionnement, en montrant les points communs et les différences.

II - 1939-1945 : La Deuxième Guerre mondiale

A – Les offensives victorieuses de l'Axe (1939 – 1942)

1 - Les débuts de la guerre : L'invasion de la Pologne (1^{er} septembre 1939)

2 - Les batailles de France et d'Angleterre

a) L'invasion de la France (mai - Juin 1940)

b) La bataille d'Angleterre (été 1940)

3 - L'invasion de l'URSS (22 juin 1941)

4 - Pearl Harbor et l'entrée en guerre des Etats-Unis (7 décembre 1941)

B – Le tournant de 1942 – 43

1 – Les initiatives américaines et britanniques

a) Le « Victory Program

b) La maîtrise de la Méditerranée (octobre et novembre 1942)

2 - La contre-offensive soviétique (février et juillet 1943)

C - La victoire des alliés (43 – 45)

1 - La capitulation de l'Italie (septembre 1943)

2 – A l'assaut du Reich

a) Les débarquements en France (6 juin et 15 août 1944)

b) L'opération Bagration

c) La fin de la guerre

D - Une guerre d'anéantissement

1 - Intensification de la violence

2 – Massacres et destructions

3 - Le Génocide des juifs et des tziganes d'Europe

Mots importants :

Alliés : Grande Alliance entre le Royaume-Uni, les États-Unis et l'URSS contre l'Allemagne après 1941.

Armistice : Traité par lequel les Etats s'engagent à cesser le combat en attendant un traité de paix.

Axe : Alliance entre l'Italie et l'Allemagne (« Axe Rome-Berlin »), puis par extension, pendant la Seconde Guerre mondiale, au camp de l'Allemagne et de ses alliés (Italie, Japon et pays satellites comme la Hongrie et la Bulgarie).

Blitz (« éclair ») : Nom donné aux bombardements massifs subis par les civils britanniques (de septembre 1940 et à mai 1941) au cours de la bataille d'Angleterre,

Blitzkrieg (« guerre-éclair ») : Stratégie offensive fondée sur l'utilisation combinée des blindés et de l'aviation.

Crimes contre l'humanité : Définis en 1945 par le tribunal de Nuremberg, désignent tout acte inhumain (assassinat, extermination, réduction en esclavage, déportation) commis contre des civils pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, en temps de guerre comme en temps de paix.

Crimes de guerre : Définis par les conventions de Genève (1864,1906,1929), comprennent tous les mauvais traitements (assassinat, viol, déportation, pillage, destruction) infligés à des civils ou à des prisonniers de guerre alors que les exigences militaires ne les justifient pas.

Drôle de guerre : Désigne la période comprise entre septembre 1939 et le printemps 1940, au cours de laquelle le front de l'Ouest ne connaît aucun affrontement majeur.

Einsatzgruppen « groupes spéciaux » : Unités de tueries mobiles nazies formées de policiers et de SS, à partir de l'invasion de l'URSS en 1941. Elles sont chargées de fusiller les Juifs et les responsables politiques soviétiques.

Génocide : Raphaël Lemkin crée ce terme en 1944, (de genos en grec : lignée, famille, clan, groupe, race et « cide » (du latin caedere, qui signifie tuer), signifiant la destruction physique, intentionnelle, systématique et programmée d'un groupe ou d'une partie d'un groupe en raison de ses origines ethniques ou religieuses.

Ghetto : Quartier isolé du reste de la ville par des barbelés ou un mur dans lequel les nazis forcent la population juive à vivre dans des conditions misérables.

Guerre d'anéantissement : se caractérise par sa dimension idéologique et par la disparition de la distinction entre le front et l'arrière, ce qui favorise les crimes de masse ». Certains incluent dans cette catégorie les bombardements stratégiques.

Opération Barbarossa : Nom de code du plan d'invasion de l'URSS en référence à Frédéric Barberousse, empereur allemand du XII^e siècle qui a joué un rôle majeur dans l'expansion allemande vers l'est du continent.

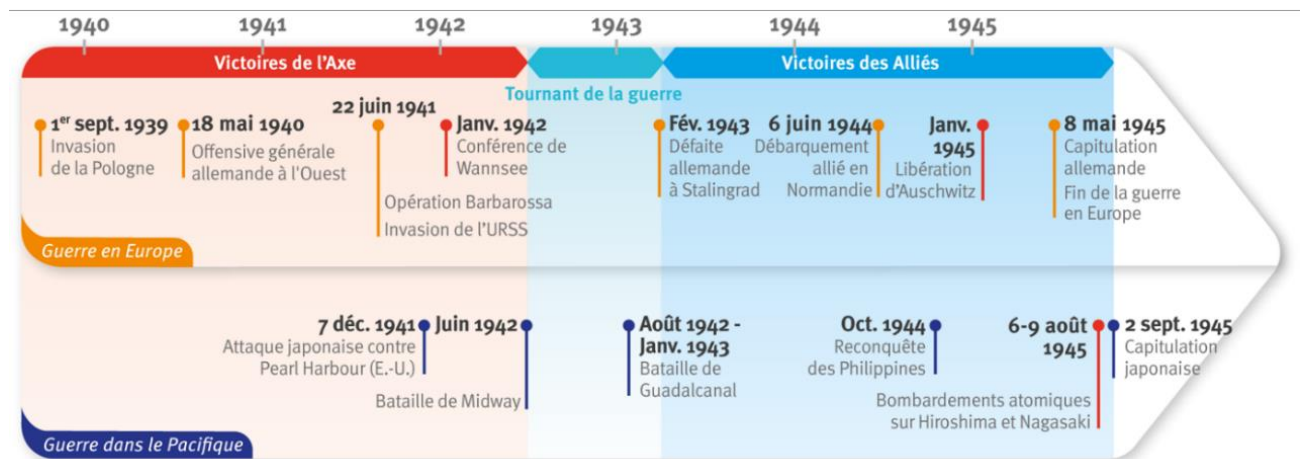
Shoah : « catastrophe » en hébreu, utilisé pour désigner le génocide des Juifs.

Solution finale : Expression employée à partir de la Conférence de Wannsee de janvier 1942 par les nazis pour désigner l'anéantissement des juifs d'Europe.

Victory Program : Annoncé par un discours du président des États-Unis Franklin Delano Roosevelt le 6 janvier 1942, c'est un programme d'économie de guerre afin de devenir « l'arsenal des démocraties » durant la Seconde Guerre mondiale.

Violence de masse : Notion désignant toute violence de grande ampleur, notamment lors des guerres, visant à détruire un groupe désarmé.

Wehrmacht : « Force de défense », désigne l'armée du III^e Reich à partir de 1935.



II - 1939-1945 : La Deuxième Guerre mondiale

A – Les offensives victorieuses de l’Axe (1939 – 1942)

1 - Les débuts de la guerre : L’invasion de la Pologne (1^{er} septembre 1939)

Persuadé que l'Angleterre et la France n'agiront pas pour la Pologne, Hitler signe un pacte de non-agression avec l'URSS en août 1939. La Wehrmacht envahit la Pologne sans déclaration de guerre le **1^{er} septembre 1939**. La France et l'Angleterre déclarent alors la guerre à l'Allemagne, le 3 septembre 1939. C'est le début de la seconde guerre mondiale.

2 - Les batailles de France et d'Angleterre

a) L’invasion de la France (mai - Juin 1940)

Le **10 mai 1940** Hitler lance les attaques à l'Ouest. Les Pays-Bas et la Belgique (neutres) sont rapidement battus. La percée des chars allemands par les Ardennes, rend la situation désespérée pour les Alliés, qui évacuent une partie de leurs troupes par Dunkerque (28 mai-3

juin 1940). Après cette débâcle, les Français signent l'armistice, demandé par le maréchal Pétain, nouveau chef du gouvernement, le 22 juin 1940.

b) La bataille d'Angleterre (été 1940)

La Grande Bretagne dirigée par Winston Churchill, rejette les offres de paix venues d'Allemagne. Pour abattre l'Angleterre, le dictateur allemand doit en premier lieu obtenir la maîtrise du ciel au-dessus de la Manche. Mais la résistance héroïque des pilotes britanniques l'en empêche. Les bombardements sur les villes britanniques (Blitz) deviennent systématiques et quotidiens.

3 - L'invasion de l'URSS (22 juin 1941)

Alors que l'Italie envahit la Grèce, et après avoir pris le contrôle de la Yougoslavie, Hitler déclenche l'invasion de l'URSS (**opération Barbarossa**, le 22 juin 1941). Ses troupes progressent rapidement vers trois objectifs : Moscou, Leningrad et Kiev. Dès octobre les soldats allemands sont à 100 km de Moscou.

4 - Pearl Harbor et l'entrée en guerre des Etats-Unis (7 décembre 1941)

En Asie le Japon, après avoir envahi la Chine et l'Indochine, poursuit sa politique expansionniste en attaquant par surprise la flotte américaine à Pearl Harbor (dans les îles Hawaï), le 7 décembre 1941, provoquant l'entrée en guerre des États-Unis et la mondialisation du conflit.



2 L'expansion de l'Axe en Europe (1939-1942)

B – Le tournant de 1942 – 43

1 – Les initiatives américaines et britanniques

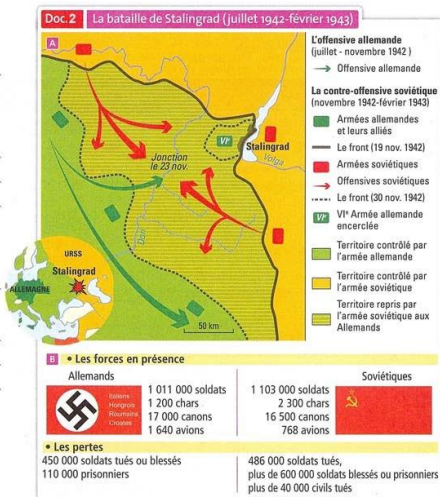
a) Le « Victory Program »

Immédiatement, les Etats Unis développent une vaste industrie de guerre : les armes sortent par milliers des chaînes de montage et ravitaillent les alliés.

b) La maîtrise de la Méditerranée (octobre et novembre 1942)

L'offensive de Rommel et de son Afrika Korps contre le canal de Suez en 1942 est stoppée par les Britannique à **El-Alamein en octobre 1942**. Le 8 novembre 1942 les Américains débarquent au Maroc et en Algérie (Opération Torch).

2 - La contre-offensive soviétique (février et juillet 1943)



Encerclés devant Stalingrad depuis novembre 1942, les Allemands se rendent à l'Armée rouge, après des mois de souffrance, le 2 février 1943. Cette victoire soviétique constitue le véritable tournant de la Seconde guerre mondiale. A partir de juillet 43 ce sont les Russes qui passent à l'offensive et avancent vers l'Ouest.

C - La victoire des alliés (43 – 45)

1 - La capitulation de l'Italie (septembre 1943)

En juillet 1943 les troupes anglo-américaines débarquent en Sicile puis en Italie. En septembre 1943 : l'Italie capitule, mais les Allemands freinent un temps la progression des alliés (dont les bataillons d'Afrique sous commandement français) à Monte Cassino.

2 – A l'assaut du Reich

a) Les débarquements en France (6 juin et 15 août 1944)

Le 6 juin 1944 les Alliés débarquent d'abord en Normandie (« plan Overlord »), permettant la libération de Paris le 25 août 1944, puis en Provence le 15 août 1944.

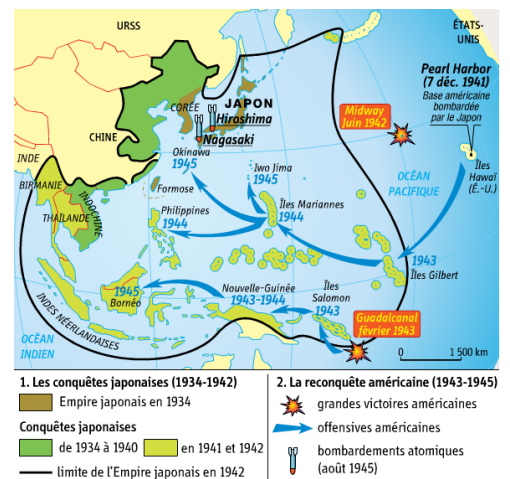
b) L'opération Bagration

C'est la plus grande offensive soviétique jamais organisée. Il s'agit de faire diversion aux débarquements en France mais aussi pour Staline de gagner le plus de territoires à l'Est avant la fin du conflit. Commencée le 22 juin 1944, trois ans après l'opération « Barbarossa » elle perce en deux mois tout le front de l'Est.

c) La fin de la guerre

L'Armée rouge prend Berlin le 30 avril 1945, jour où Hitler se suicide dans son bunker. Les 7 et 8 mai 1945, à Reims puis à Berlin, les Allemands capitulent.

Dans le Pacifique, la résistance Japonaise est acharnée et chaque îlot n'est conquis qu'au prix de milliers de morts. Les Américains soumettent définitivement le Japon avec le lancement de bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki les **6 et 9 août 1945** (100 000 et 80 000 morts), contraignant l'empereur Hiro-Hito à capituler le **2 septembre**.



3 La libération de l'Europe par les Alliés (1943-1945)

D - Une guerre d'anéantissement

1 - Intensification de la violence

Points communs aux idéologies de l'Allemagne et du Japon : une volonté expansionniste, fondée sur la certitude de constituer une civilisation supérieure. Slaves, Tzigane et surtout Juifs constituent pour les nazis les races inférieures et les plus néfastes. L'invasion de l'URSS est ainsi clairement conçue comme une guerre d'anéantissement du « judéo-

bolchévisme » : 60 % des prisonniers de guerre soviétiques vont mourir. Les Japonais ne sont pas en reste face aux Chinois, considérés comme inférieurs.

2 – Massacres et destructions

Dans les 60 millions de morts liés au conflit, les civils en constituent 60% : c'est un basculement historique majeur. Ils sont désormais des cibles. C'est le bombardement des villes, les massacres de civils soit par représailles aux actes de résistance, soit pour des raisons idéologiques à l'Est ou en Chine.

3 – Etude de cas : le Génocide des juifs et des tziganes d'Europe

Lors de l'invasion de la Pologne, les juifs sont dépossédés de leurs biens et concentrés dans des ghettos où les conditions de vie sont meurtrières. A partir de l'invasion en URSS (juin 1941), c'est le basculement dans une politique d'extermination de tous les Juifs et Tziganes d'Europe. C'est d'abord la « Shoah par balles » : environ 1,3 millions de Juifs assassinés surtout par les **Einsatzgruppen** (« groupes d'interventions ») : exécution par balles ou dans des camions à gaz. Les ghettos sont liquidés.

Le 20 Janvier 1942 la **conférence de Wannsee** fixe les modalités de la « solution finale du problème juif » à l'échelle européenne, confiée à la SS (organisation qui regroupe l'élite du parti nazi, dirigée par Himmler). Avec la complicité de gouvernements collaborateurs, les Juifs de toute l'Europe sont déportés vers des centres de mise à mort.

Ne pas confondre : Les **camps de concentration**, ouverts dès 1933, sont destinés aux « ennemis du Reich » : opposants politiques, mais aussi homosexuels, Tziganes, Juifs, qui y sont soumis à du travail forcé dans des conditions inhumaines. Les **camps d'extermination**, à partir de l'hiver 1941 en Pologne, doivent éliminer les Juifs par des procédés industriels (Treblinka, Sobibor, Belzec, Chelmno ; Auschwitz et Maidanek étant mixtes).

A leur arrivée, sélection des déportés entre ceux jugés capables de travailler et ceux envoyés directement à la mort effectuée dans les chambres à gaz, dans lesquelles les prisonniers sont entassés et empoisonnés par un gaz, le Zyklon B. Les cadavres sont brûlés dans des fours crématoires ou des bûchers à ciel ouvert. Plus de 5,1 millions de Juifs (60 % des Juifs d'Europe en 1939), dont près d'un million à Auschwitz ; plus de 200 000 Tziganes (30%) ont été exterminés.

Conclusion

Ala suite de l'invasion de la Pologne par l'Allemagne en septembre 1939, Français et Britanniques lui déclarent la guerre. Resté seul face à l'Allemagne après la rapide défaite française, le Royaume-Uni est rejoint par l'URSS que Hitler a envahie en juin 1941 (opération Barbarossa), puis par les États-Unis attaqués par le Japon en décembre 1941 (Pearl Harbor). La guerre prend une dimension planétaire et bascule fin 1942 en faveur des Alliés : premiers débarquements (Afrique du Nord), victoires successives, américaines dans la guerre du Pacifique et Soviétiques en février 1943 à Stalingrad. En 1944, les opérations Overlord à l'Ouest et Bagration à l'Est prennent l'Allemagne en étau. Elle capitule le 8 mai 1945. Frappé par deux bombardements atomiques américains, le Japon l'imite en septembre.

Les bombardements massifs des villes, les massacres d'opposants par les soviétiques, et de populations jugées inférieures par les nazis et les Japonais expliquent également pourquoi la Seconde guerre mondiale fait beaucoup plus de victimes parmi les civils que parmi les militaires.

Près de 6 millions de Juifs et 250 000 Tsiganes sont exterminés. Avec la guerre menée à l'Est, la conférence de Wannsee de janvier 1942 industrialise le processus génocidaire dans les centres de mise à mort.

TEST

1. Pourquoi l'année 1943 est-elle un tournant dans la seconde guerre mondiale ?
2. Comment s'explique le nombre aussi élevé de victimes de cette guerre ?
3. Pourquoi parle-t-on d'une guerre d'anéantissement ?
4. Pourquoi l'extermination des Juifs et des Tziganes est-elle tout à la fois la conséquence de l'idéologie nazie et de la guerre ?
5. Faites une synthèse répondant à cette question : En quoi la seconde guerre mondiale est-elle différente de tous les conflits précédents ?

III – La France dans la Seconde guerre mondiale

A - Le régime anti républicain de Vichy

1 – Mise en place du régime

- a) *Le Maréchal Pétain*
- b) *La chute de la IIIème République.*

2 - La Révolution Nationale

- a) *Une concentration des pouvoirs*
- b) *Travail famille patrie*

3 - Les étapes de la collaboration

B – Organisation et développement des résistances

1 - La France Libre

2 – La Résistance intérieure

- a) *Des débuts difficiles*
- b) *Les actions de la Résistance*
- c) *Naissance du CNR*

Mots importants :

CFLN (Comité Français de Libération Nationale) : créé le 3 juin 1943 à Alger, c'est le gouvernement de la France libre jusqu'à la création du GPRF.

CNR : Conseil national de la Résistance : regroupe les organisations de la Résistance, toutes tendances politiques comprises.

Collaboration : Politique de coopération volontaire engagée par le gouvernement de Vichy avec l'Allemagne nazie.

FFI : Forces françaises de l'Intérieur : créées le 1^{er} février 1944, elles rassemblent en théorie tous les groupes armés de la Résistance intérieure

FFL : Forces françaises libres fondées dès 1940 : Forces françaises se battant dans l'armée de libération, d'abord en Afrique puis, sous le nom d'AFL, Armées françaises de Libération, lors des débarquements, en Italie, France et enfin Allemagne.

France Libre : Dirigée par de Gaulle depuis Londres puis Alger, à ne pas confondre avec la zone libre (ou zone non occupée), où le gouvernement de Vichy exerce sa souveraineté jusqu'en novembre 1942.

GPRF : Gouvernement provisoire de la République française : du 3 juin 1944 au 27 octobre 1946, le gouvernement de la France, après la fin du Régime de Vichy.

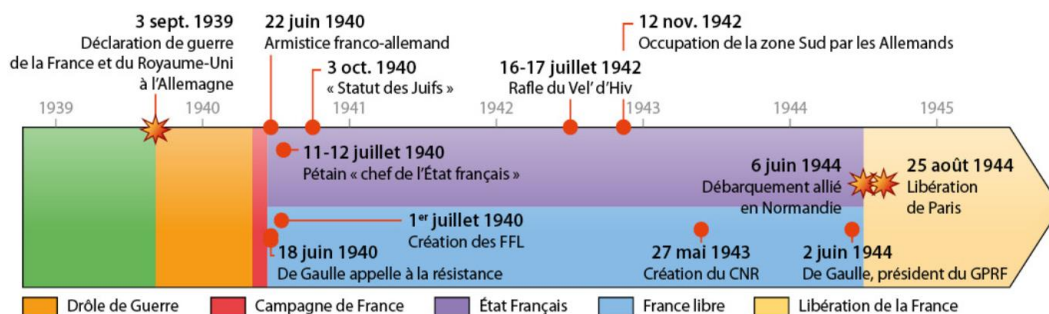
Ligne de démarcation : Ligne séparant la France occupée de la France non occupée, selon l'armistice de 1940. Celle-ci disparaît le 11 novembre 1942.

Maquis : région difficile d'accès où se regroupent des résistants (les maquisards). Le terme désigne par extension un groupe de résistance armée.

Milice : Force répressive créée en janvier 1943 par le gouvernement de Vichy, la Milice participe à la traque des résistants et des Juifs,

Révolution Nationale : Révolution appelée de ses vœux par Pétain, elle doit anéantir l'héritage de la Révolution de 1789 et permettre l'instauration d'un ordre nouveau.

STO : Service du travail obligatoire en Allemagne pour les jeunes à partir de 1943.



III – La France dans la Seconde guerre mondiale

Le choc de la débâcle de 1940 entraîne l'effondrement de la III^e République. Le régime de Vichy développe un discours violemment antirépublicain. La défense de la République devient alors le seul véritable point commun entre les différents mouvements de résistance.

A - Le régime anti républicain de Vichy

1 – Mise en place du régime

a) *Le Maréchal Pétain*

Le Président de la République, Albert Lebrun, nomme président du Conseil, le 22 juin 1940, le maréchal Pétain (1856-1951). Celui-ci, seul survivant des généraux de la Grande Guerre, vainqueur de Verdun en 1916, est très populaire.

b) *La chute de la IIIème République.*

Pétain signe l'armistice, le 22 juin 1940. La France est alors divisée en deux zones séparées par la *ligne de démarcation* : la "zone libre", au Sud, la "zone occupée" au Nord (y compris toute la côte atlantique). Le 1^{er} juillet le gouvernement s'installe dans la ville thermale de Vichy (en zone non occupée). Le 10 Juillet, Pétain obtient des députés « tous pouvoirs » pour rédiger une « nouvelle constitution de l'Etat français » qui devra garantir « les droits du travail, de la famille et de la patrie ». C'est la fin de la IIIe République.

2 - La Révolution Nationale

a) Une concentration des pouvoirs

Pétain, épaulé par Pierre Laval, veut instaurer un ordre nouveau en France, influencé par l'extrême droite. C'est la *Révolution nationale*, sorte de contre-révolution française, niant les principes républicains. Pétain est chef de l'état et chef du gouvernement et il concentre entre ses seules mains les pouvoirs, exécutif, législatif et constituant.

Les libertés fondamentales sont suspendues : instauration du délit d'opinion (poursuites contre les communistes), arrestation possible sur simple décision administrative, censure stricte. Tous les partis politiques sont dissous. Les fonctionnaires doivent prêter un serment de fidélité.

b) Travail famille patrie

La propagande explique la défaite par les fautes de la République : déchristianisation, démocratie, industrialisation...

La devise **Travail, Famille Patrie**, remplace la devise républicaine.

Les familles doivent être nombreuse et bénéficier de la protection de l'état ; Le divorce est rendu plus difficile et l'avortement particulièrement réprimé. La mère est célébrée (fête des mères) et la mère au foyer favorisée.

Le travail : Tous les syndicats sont interdits, ainsi que les grèves. Le travail des paysans et l'artisanat sont considérés comme les formes les plus nobles du travail.

La Patrie : Une politique xénophobe et antisémite. En zone occupée, l'antisémitisme est à l'initiative des nazis, en zone libre, il est à l'initiative de Vichy. Dès le 3 octobre 1940, un

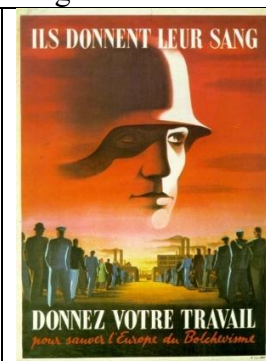


"**Statut des Juifs**", est publié, renforcé en Juin 1941 (sans pression allemande) : recensement des juifs, mise à l'écart de l'administration, de l'Université et de multiples activités (commerce, professions libérales, presse, spectacles...). L'internement des juifs étrangers dans des camps de concentration sur décision administrative est autorisée. Le **17 juillet 1942**, la police parisienne est mise à la disposition des Allemands pour effectuer la **rafle du Vel d'hiv** (13000 personnes arrêtées). Vichy livre les enfants juifs, que l'Allemagne ne demandait pas ...76000 juifs vont être déportés de France (soit ¼ des juifs de France) et seuls 2500 vont en réchapper. 3000 vont mourir dans des camps français ;

3 - Les étapes de la collaboration

Pétain et Laval mènent une politique de collaboration avec l'Allemagne, par anticommunisme et croyant fermement en sa victoire en Europe, espérant que la France pourra y tenir une place importante.

Le **11 novembre 1942**, Hitler fait occuper la zone sud. Les Allemands placent alors des hommes qui leur sont fidèles au gouvernement de Vichy, qui devient un Etat fantoche aux mains des nazis. Le CGPF (patronat français) facilite la livraison à l'Allemagne de denrées alimentaires et de fabrications de guerre. En février 43, sous la pression des Allemands, Laval doit organiser le STO, Service du Travail Obligatoire : 700 000 hommes de 21 à 23 ans sont déportés pour travailler en Allemagne.



La Milice, est créé en janvier 1943, pour aider les troupes allemandes dans leur chasse aux résistants et aux juifs. La **LVF : Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme**, est créée en juillet 1941 pour combattre sur le front russe sous uniforme allemand D'autres s'engagent dans la Waffen SS

B – Organisation et développement des résistances

1 - La France Libre

Après la formation du gouvernement Pétain le 16 juin 1940, et l'appel du maréchal pour arrêter les combats, le sous-secrétaire d'État à la Défense nationale, Charles de Gaulle, passe en Angleterre. Le **18 juin**, il lance à la BBC un appel à la Résistance et invite ses compatriotes à le rejoindre.

Dès l'été 1940, les forces militaires de la France Libre regroupent 3 000 volontaires. De Gaulle essaie alors de rallier les colonies françaises. Il échoue à Dakar mais le Cameroun et l'Afrique Équatoriale française se joignent à lui. Ces forces terrestres combattent avec les Britanniques en Libye dès septembre 1940 puis en Tunisie.

Après le débarquement des Alliés en Afrique du Nord, de Gaulle forme à Alger, le 30 mai 1943, le **Comité Français de Libération nationale (CFLN)**. Le 3 juin 1944, ce comité devient le **Gouvernement Provisoire de la République française (GPRF)**. Le 25 août 1944, dès la libération de Paris, de Gaulle y installe ce gouvernement qui, alors que la guerre n'est pas encore terminée, prend les premières mesures importantes.

2 – La Résistance intérieure

a) Les actions de la Résistance

La Résistance met du temps à s'organiser. Peu à peu certains se regroupent par affinité politique, religieuse, syndicale etc., formant des réseaux qui transmettent des informations, font des attentats (déraillement des trains), distribuent des tracts et journaux clandestins, organisent des évasions. Depuis les forêts ou les régions montagneuses, des résistants organisés en groupes armés, lancent des attaques : ce sont des "**maquisards**". Ils sont rejoints par de nombreux jeunes à partir de 1943 qui fuient le STO.

b) Naissance du CNR

Envoyé par le général de Gaulle, Jean Moulin fonde le 27 mai 1943 à Paris, le **Conseil National de la Résistance**, qui regroupe la plupart des organisations et qu'il va présider jusqu'à son arrestation le 21 juin 1943.

La **Charte du CNR** adoptée en mars 1944, prévoit un « plan d'action immédiat » (c'est-à-dire des actions de résistance), mais aussi des « mesures à appliquer dès la libération du territoire ». Ce document fait de De Gaulle le chef incontesté de la Résistance française et dresse une liste de réformes sociales et économiques indispensables pour la France d'après-guerre.

Conclusion

Après la débâcle de mai-juin 1940, le maréchal Pétain demande d'armistice le 17 juin. La France est en partie occupée par l'armée allemande (zone Nord). Pétain installe à Vichy la capitale d'un État français théoriquement souverain sur la partie Sud du pays. Mais celui-ci collabore avec les Allemands. Après l'invasion de la zone sud, en novembre 1942, cette collaboration devient de plus en plus étroite.

Dès juin 1940, le général de Gaulle rassemble à Londres ceux qui veulent continuer le combat, donnant naissance à la **France libre**. Parallèlement, la Résistance intérieure s'organise spontanément sous forme de réseaux et de maquis. Sous l'impulsion de Jean Moulin, elle s'unifie sous l'autorité du général de Gaulle, donnant naissance au **Conseil national de la Résistance**.

TEST

1. Comment s'explique la popularité du Maréchal Pétain en 1940 ?
2. Quels sont les objectifs de la Révolution nationale ?
3. Pourquoi le régime fait-il le choix de la collaboration avec l'Allemagne nazie ? Pourquoi cette collaboration devient-elle beaucoup plus importante à partir de novembre 1942 ?
4. Quels sont les instruments mis en place par l'État français pour renforcer cette collaboration ?
5. Qu'est-ce que la « France libre » ? Où s'installe-t-elle d'abord ? Puis à partir de 1943 ?
6. Qu'est-ce qui donne un élan plus fort à la Résistance française à partir de 1941 ?
7. Quels sont les outils dont dispose la Résistance française ?
8. En quoi le rôle de Jean Moulin a-t-il été déterminant ?
9. Pourquoi la charte du CNR est-elle déterminante dans plusieurs domaines ?
10. Faites une synthèse d'une page sur la France dans la seconde guerre mondiale.

IV – Les débuts d’un nouvel ordre international

A – Le bilan de la guerre

1 – Humain, matériel et moral

2 – De nouveaux rapports de force

B - Les bases d’un nouveau monde

1 - Diplomatique : l’O.N. U

2 - Juridique : le procès de Nuremberg (nov.45 – oct.46)

3 - Economique : Bretton Woods (juillet 1944)

4 – Sociales : l’Etat - Providence

Mots importants :

Banque mondiale : Agence de l’ONU fondée en 1945 qui accorde des prêts aux États pour financer des grands programmes d’investissement.

Crimes contre l’humanité : Notion apparue lors du procès de Nuremberg définissant l’assassinat, l’extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre toute population civile, ou bien les persécutions pour des motifs raciaux ou religieux.

Dénazification : Décision prise par les Alliés, lors des conférences de Yalta et Potsdam, d’épurer la société allemande du nazisme et de rétablir les principes démocratiques.

Etat Providence : Ensemble des dispositifs par lesquels L’État intervient dans l’économie et la société, protégeant les individus et redistribuant les richesses.

FMI (Fonds monétaire international) : créé en 1944, installé à Washington, il a pour but d’assurer la stabilité monétaire et financière du monde et d’aider, par des crédits à court terme, les États en difficultés financières.

GPRF (Gouvernement provisoire de la République française) : créé à Alger le 3 juin 1944. Il dirige la France jusqu’à la naissance de la IVe République en 1946.

Rideau de fer : Expression utilisée en 1946 par Winston Churchill, ancien Premier ministre britannique, pour dénoncer l’installation de régimes communistes dans les pays d’Europe de l’Est.

Sécurité collective : système qui veut assurer la paix en fondant les relations internationales sur le droit et la transparence, par opposition à la diplomatie traditionnelle souvent secrète.

IV – Les débuts d’un nouvel ordre international

A – Le bilan de la guerre

1 – Humain, matériel et moral

Près de 60 millions de morts dont plus de la moitié de civils, 35 millions de blessés et plus de 3 millions de disparus. **Les destructions** sont considérables et touchent des régions entières. Certaines villes ont été presque rayées de la carte : Dresde, Coventry, Hiroshima, Nagasaki...

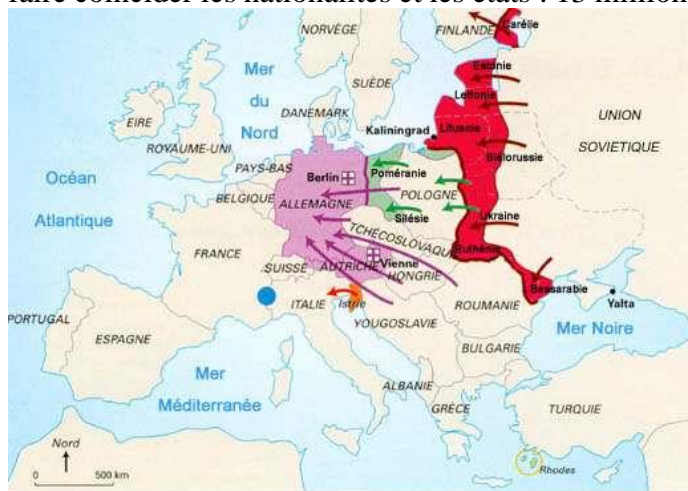
La vie quotidienne reste difficile. Les rationnements se poursuivent après 1945 du fait de l’affaiblissement de l’agriculture. L’aide des Etats-Unis est indispensable.

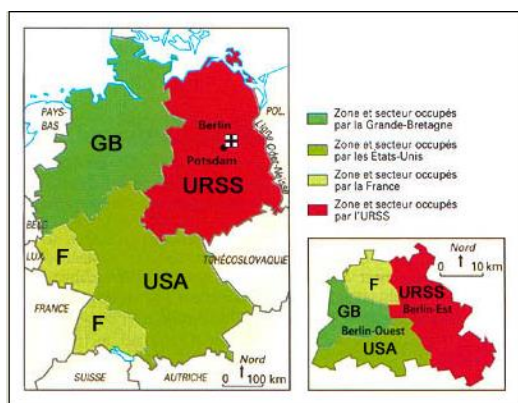
La découverte de l’horreur concentrationnaire provoque un **traumatisme moral** auquel s’ajoute l’angoisse atomique après Hiroshima et de Nagasaki.

2 – De nouveaux rapports de force

a) Les conférences de Yalta et Potsdam

Dès février 1945, à **Yalta**, en Crimée, Roosevelt (USA), Churchill (GB) et Staline (URSS) prennent des mesures pour la reconstruction. Les pays libérés par l’armée rouge seront réorganisés par l’URSS. On trace de nouvelles frontières : l’URSS glisse vers l’ouest en annexant les pays baltes et plusieurs territoires. La Pologne est formée surtout de territoires pris sur l’Allemagne. Cela s’accompagne de vastes transferts de populations, entrepris pour faire coïncider les nationalités et les états : 13 millions de personnes sont déplacées en Europe.





Le sort de l'Allemagne est réglé lors de la **Conférence de Potsdam** en juillet 1945 à laquelle participent Truman (USA), Staline (URSS) et Attlee (nouveau Premier ministre britannique). Elle est divisée en 4 zones, dont une pour la France, Berlin, située dans la zone soviétique, étant divisée de la même façon. Un gouvernement auquel doivent participer des représentants des quatre pays doit administrer la reconstruction et la « dénazification ».

b) Deux puissances : USA et URSS

La guerre a permis un grand développement

économique des EU. Fournisseurs militaires de toutes les armées alliées, créanciers du monde, ils possèdent les 3/4 du stock d'or mondial.

Malgré son pacte avec Hitler en août 1939 et ses lourdes pertes (près de vingt millions de morts) l'URSS sort très renforcée de la guerre : elle est agrandie et domine toute l'Europe de l'Est. Elle a beaucoup renforcé son prestige et se sert des partis communistes de l'Ouest pour développer sa propagande.

c) Une Europe ruinée

La Seconde Guerre mondiale a accéléré l'affaiblissement financier et démographique, mais aussi économique et politique de l'Europe. La plupart des pays européens sont soumis soit à l'occupation américaine, soit à l'occupation soviétique. Dans les empires coloniaux des mouvements nationaux se développent et réclament leur indépendance.

B - Les bases d'un nouveau monde

1- Diplomatie : l'O.N.U

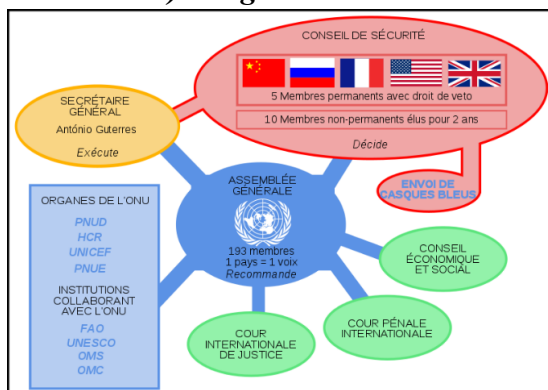
a) Les origines de l'O.N.U.

Dès 1941, Roosevelt et Churchill expriment dans la Charte de l'Atlantique (août 1941) leur volonté de construire un nouveau système garantissant la paix mondiale. Une conférence internationale de 50 Etats, réunie en **avril 1945 à San Francisco**, consacre sa création. Le siège de l'ONU est fixé à New York. Le territoire du bâtiment est considéré comme territoire international.

b) Les objectifs et les principes de l'O.N.U.

Deux buts fondamentaux : le maintien de la paix et le règlement des conflits internationaux par la voie pacifique, la proclamation des droits fondamentaux de l'homme. Dans cette perspective, l'ONU adopte en 1948, une Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. L'ONU met sur pied une force armée : les Casques Bleus et peut agir dans les domaines économiques et sociaux au travers d'organismes spécialisés (UNICEF, FAO, UNESCO, OMS, OIT, FMI, BIRD...).

c) Les grandes institutions de l'ONU



L'assemblée générale est composée de tous les états membres. Chaque pays représente une voix. Le **conseil de sécurité** est formé de 5 membres permanents (France, RU, URSS (Russie aujourd'hui), USA, Chine) et de 6 membres (10 aujourd'hui), élus pour un mandat de deux ans par l'**Assemblée générale**. Les 5 membres permanents possèdent un droit de veto suspensif sur toutes les décisions du Conseil de Sécurité. Il est chargé du maintien de la paix et peut prendre des mesures militaires. Un seul veto peut empêcher le Conseil d'appliquer ses décisions. Le

secrétaire général est le chef de la bureaucratie internationale. Il est élu pour 5 ans et est rééligible. Il doit toujours être choisi dans un pays qui n'est pas une grande puissance. Actuellement, c'est le Portugais António Guterres.

2 – Juridiques : le procès de Nuremberg (novembre 1945 – octobre 1946)



Prévu à Yalta, c'est le plus grand procès de l'Histoire. 21 dirigeants allemands sont inculpés de crime contre la paix, crime de guerre et crime contre l'humanité. Les quatre juges représentent les quatre pays vainqueurs : États-Unis, URSS, Grande-Bretagne et France. 7 sont condamnés à la prison dont 3 à vie, et 3 sont acquittés. Un procès du même ordre se tiendra au Japon à Tokyo.

3 - Economique : Bretton Woods (juillet 1944)

Tandis que la Seconde Guerre mondiale se poursuit, une conférence réunit les représentants de 44 nations alliées à **Bretton Woods** (États-Unis). Elle se conclut le 22 juillet 1944 par la création d'un nouveau système financier destiné à corriger l'instabilité monétaire d'entre les deux guerres mondiales : le Gold exchange standard : les États-Unis auront la responsabilité de fixer le prix de l'or en dollars. Seul le dollar est convertible en or à un taux de change fixe de 35\$ l'once (31 grammes). S'y ajoutent la création du *Fonds Monétaire International* (FMI) et de la *Banque Mondiale* (BIRD, Banque Internationale pour la reconstruction et le développement).

4 - Sociales : L'Etat Providence

C'est durant la seconde guerre mondiale que l'Etat providence moderne apparait et se développe. Il s'agit de confier à l'Etat non plus seulement des responsabilités politiques (défense, gouvernement...) mais aussi sociales. Un large programme de planification, de nationalisation d'entreprises etc. est inclus. Ces mesures sociales se généralisent à de nombreux pays démocratiques d'Europe occidentale (sécurité sociale, retraite...).

Conclusion

Avec près de 60 millions de morts et disparus (civils pour la moitié), la Seconde Guerre mondiale est une catastrophe humaine sans précédent. Les sociétés découvrent l'horreur des camps, des génocides et les ravages de l'arme atomique. Partout, en raison des destructions, les populations souffrent de pénuries multiples. Les dégâts matériels dus aux bombardements ont détruit des villes entières et une bonne partie des infrastructures de transport.

Aux conférences de Yalta et Potsdam, les Alliés discutent de l'avenir politique de l'Europe qu'ils ont libérée, notamment du sort de l'Allemagne, et de l'instauration d'une justice internationale. Ils s'accordent sur la création d'une organisation internationale destinée à garantir une paix durable, l'ONU. Cet ordre est dominé par les deux puissances victorieuses : les États-Unis, épargnés par les destructions et désormais première puissance mondiale, et l'URSS, qui a subi des pertes énormes, mais dont l'armée a libéré et occupé l'Europe centrale.

TEST

1. Pourquoi les conférences de Yalta et de Potsdam posent-elles les base du monde d'après-guerre ?
2. Quels sont les nouveaux rapports de force à la fin de la guerre entre l'Europe, les Etats-Unis et l'URSS ?
3. Pourquoi parle-t-on ensuite d'un nouveau monde juridique, économique, social et diplomatique ?
4. Quel est l'organisme le plus important de l'ONU ? Pourquoi ?
5. Faites une synthèse d'une page répondant à cette affirmation : 1945 : naissance d'un monde nouveau ».

Thème II Du monde bipolaire au monde multipolaire

I – Guerre froide et décolonisation (1947 – 1991)

A – La Guerre froide (1947 – 1991)

1 – De nouvelles tensions (1945 – 1947)

2 – La formation des blocs

3 – Tensions et crises

B – La chute du communisme en Europe et en URSS

1 – L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en URSS (1985)

2 – La fin des démocraties populaires

3 – La chute de l'URSS

C – La décolonisation

1- Les origines de la décolonisation

2 – La décolonisation de l'Asie (1946 – 1954)

3 – En Afrique

4 – Tiers monde et pays non-alignés : La conférence de Bandoeng (1955)

Mots importants

Démocratie populaire : expression utilisée par les partis communistes pour définir les régimes communistes apparus après 1945 en Europe centrale et orientale. Communément employée pour les distinguer des démocraties libérales.

Bipolarisation : Division du monde en deux groupes soudés autour d'une grande puissance sur le plan militaire et politique durant la guerre froide.

Bloc : Ensemble de pays, placés sous la direction de l'URSS ou des États-Unis, partageant la même idéologie, liés par des accords militaires, diplomatiques et économiques.

Décolonisation : Passage pour un territoire du statut de colonie à celui d'État souverain.

Détente : Période (1963-1975) durant laquelle États-Unis et URSS renouent le dialogue, signant plusieurs accords. Elle ne met toutefois pas fin à la guerre froide.

Dissuasion nucléaire : Idée selon laquelle la détention d'armes nucléaires par des États est censée empêcher une attaque par des armes conventionnelles, et prévenir leur usage par crainte des représailles.

Glasnost (« transparence ») : Politique consistant à établir la liberté d'expression en URSS. Elle est lancée à partir de 1986, à la suite de l'accident de Tchernobyl.

Guérilla : Guerre de harcèlement et d'embuscades.

Guerre froide : Expression popularisée en 1947 par le journaliste américain Walter Lippmann, pour qualifier la situation de forte tension, mais sans affrontement direct, entre les États-Unis et l'URSS. Cette expression désigne aujourd'hui la période 1947-1991, où les relations internationales sont dominées par ces deux superpuissances.

Ligue musulmane : Parti nationaliste musulman en Inde dirigé par Ali Jinnah, favorable à une partition du pays.

Mouvement des non-alignés : Organisation créée en 1961, regroupant les pays qui refusent de s'aligner sur un bloc. Ses premiers dirigeants sont Nasser (Égypte), Nehru (Inde) et Tito (Yougoslavie).

OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) : alliance politique et militaire de 1950, regroupant les États-Unis, leurs alliés en Europe occidentale et le Canada.

Pacte de Varsovie : alliance militaire créée en 1955, regroupant l'URSS et ses alliés en Europe centrale et orientale, pour faire contrepoids à l'OTAN.

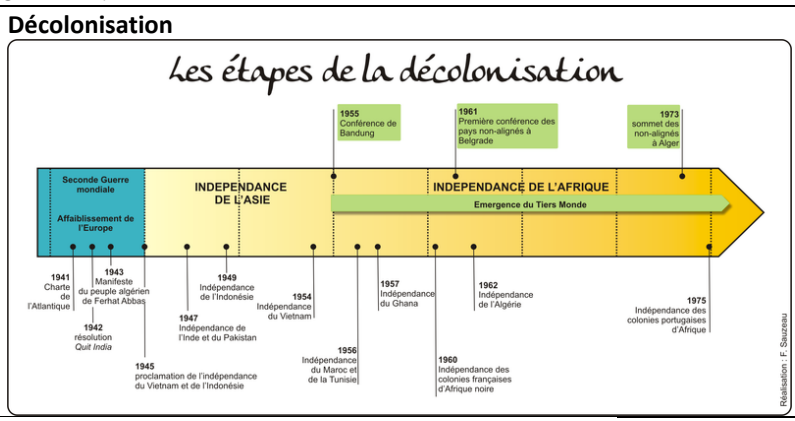
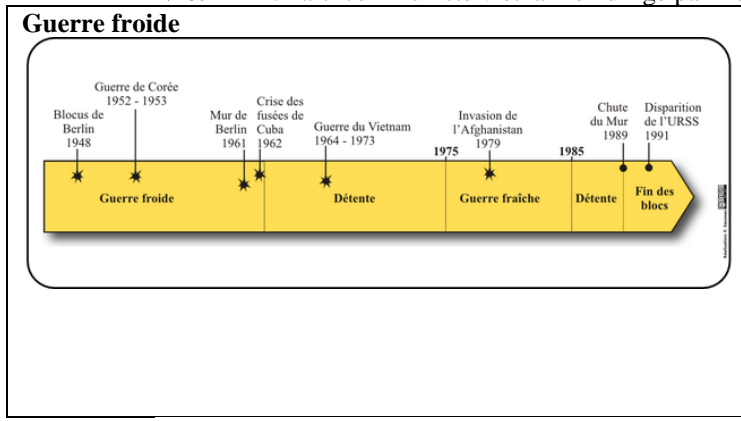
Parti du Congrès : parti indépendantiste hindou dirigé par Nehru et Gandhi.

Perestroïka (« restructuration » en russe) : Politique de réformes économiques et sociales menée par Gorbatchev en URSS entre 1985 et 1991.

Téléphone rouge : nom donné à la ligne de communication directe, établie en 1963 entre Washington et Moscou (il s'agit en fait d'un téletypewriter, ancêtre du fax, puis d'une liaison radio satellite à partir de 1971)

Tiers-Monde : Expression du démographe français Alfred Sauvy en 1952, en référence au « tiers état » sous l'Ancien Régime. Ce terme désigne l'ensemble des pays qui se distinguent de l'Occident développé et du monde communiste.

Vietminh : Parti communiste vietnamien dirigé par Ho Chi Minh.



Chapitre II Du monde bipolaire au monde multipolaire

I – Guerre froide et décolonisation (1947 – 1991)

A – La Guerre froide (1947 – 1991)

La guerre froide peut être considérée, selon les mots de Raymond Aron comme une période de « guerre improbable et de paix impossible ». Guerre improbable car toute attaque peut entraîner une riposte nucléaire, mais paix impossible car les deux systèmes sont trop opposés dans tous les domaines pour parvenir un jour à s'entendre.

1 – De nouvelles tensions (1945 – 1947)

a) Un « rideau de fer » sur l'Europe

En Europe de l'Est, Staline installe des gouvernements communistes dans tous les pays occupés par l'armée rouge. Il s'agit de garantir la sécurité de l'URSS en formant un barrage à toute nouvelle velléité d'invasion depuis l'Ouest.. Le 5 mars 1946, lors d'un discours à Fulton, dans le Massachussetts (USA), Churchill évoque un « rideau de fer » tombé sur l'Europe: on ne sait rien de ce qui se passe à l'Est, comme si un rideau opaque était tombé sur l'Europe.



b) Un affrontement idéologique

Les Etats-Unis, par la voix du Président Truman annoncent en mars 1947, leur intention de réagir à cet expansionnisme en prenant la tête du camp de la liberté contre les « tentatives d'asservissement » : Truman propose d'aider les pays qui en feront la demande par un soutien économique et financier. Ce sera l'**aide Marshall** qui aura comme effet de souder les pays occidentaux derrière les Etats Unis et de permettre la reconstruction d'une Europe en ruine.

La doctrine Truman

Dans ce discours, le président américain définit la nouvelle politique extérieure américaine (endiguement).

En ce moment présent, presque toutes les nations se trouvent placées devant le choix entre deux modes de vie. Et, trop souvent, ce choix n'est pas un libre choix.

L'un de ces modes de vie est basé sur la volonté de la majorité. Ses principaux caractères sont des institutions libres, des gouvernements représentatifs, des élections libres, des garanties pour la liberté individuelle, la liberté d'expression et de religion, et de toute oppression politique.

Le second mode de vie est basé sur la volonté d'une minorité imposée à la majorité. Il s'appuie sur la terreur et l'oppression, sur une radio et une presse, contrôlées, sur des élections dirigées et sur la suppression de la liberté individuelle.

Les États-Unis doivent pratiquer une politique d'aide aux peuples libres qui résistent actuellement aux manœuvres de certaines minorités armées, ou à la pression extérieure. **Harry Truman, discours au Congrès des États-Unis, 12 mars 1947.**

L'URSS ne peut utiliser l'arme économique et pour cause, le pays est ravagé. En revanche, elle use de l'arme idéologique : Andreï Jdanov, lors d'une réunion des délégués des partis communistes européens (dont ceux de la France et de l'Italie), dénonce le « fascisme américain et de ses alliés » : un seul camp est possible, celui de l'URSS. Il faut choisir son camp : « être avec nous ou contre nous ». Aucune alternative n'est possible.

La doctrine Jdanov

En septembre 1947, lors d'une réunion des Partis communistes européens, le délégué soviétique, bras droit de Staline, Andreï Jdanov fait approuver une nouvelle doctrine.

Deux camps se sont formés dans le monde : d'une part, le camp impérialiste et antidémocratique qui a pour but rétablissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain et l'écrasement de la démocratie, et d'autre part, le camp anti-impérialiste et démocratique, dont le but essentiel consiste à saper l'impérialisme, à renforcer la démocratie, à liquider les restes du fascisme [...]. Communiqué publié à l'issue de la conférence communiste internationale de Szklarska Poreba (Pologne), octobre 1947.

2 – La formation des blocs

a) Economiques

Les Etats-Unis associent l'aide Marshall à l'obligation pour les pays occidentaux de s'unir au sein d'une organisation, l'**OECE** (Organisation européenne de coopération économique) chargée de répartir l'aide. A l'aide Marshall à l'Est, s'oppose le **CAEM** (Conseil d'Aide Economique Mutuelle), chargé de coordonner les économies de tous les pays de l'Est avec Moscou.



b) Militaires

En 1949, les Etats Unis signent avec leurs alliés l'Alliance Atlantique : chaque pays membre qui sera attaqué bénéficiera de l'aide militaire américaine et de ses alliés européens. Elle se dote, pour cela, en 1950, d'une structure : l'**OTAN** (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), sous commandement américain. En 1955, l'URSS répond en fondant le **Pacte de Varsovie**, une alliance militaire du même ordre dirigée par depuis Moscou.

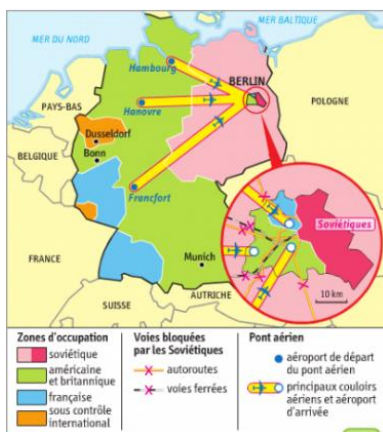
A cela s'ajoute une **course aux armements** : les soviétiques obtiennent la bombe atomique en 1949. Dans les années 1950, les deux puissances développent la bombe H, tout en se lançant dans la course à l'espace.

c) Culturels

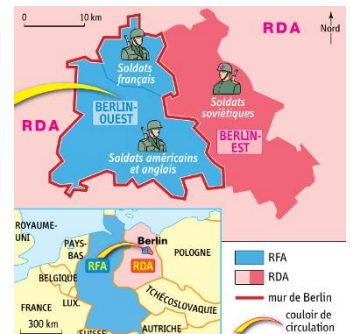
C'est l'heure de la propagande anti ou pro communiste : films, revues, romans etc... Les Etats Unis glorifient l'« American way of life », appellent les occidentaux à défendre leurs valeurs contre le danger communiste et à se méfier des « ennemis de l'intérieur ». Dans les deux cas, on traque les « traîtres ».

3 – Tensions et crises

a) En Europe : Berlin



Staline cherche à récupérer Berlin Ouest, occupée par les Anglais, les Américains et les Français, îlot occidental en plein cœur du monde communiste. Pour cela, il organise un **blocus** en 1948 : toutes les voies terrestres, passant par le territoire qu'il contrôle sont bloquées. Mais les Américains organisent un pont aérien. L'URSS renonce à tirer sur les avions, pour ne pas déclencher une guerre (les USA ont la bombe atomique que Staline n'aura qu'un an plus tard). Le blocus est levé au bout d'un an. L'Allemagne est alors divisée en deux États : la **R.F.A.** (République fédérale allemande – capitale : Bonn) à l'Ouest, et la **R.D.A.** (République démocratique allemande – capitale : Berlin-Est) à l'Est.



Dans la nuit du 12 au 13 août 1961, Moscou décide de construire un **mur** séparant les deux secteurs de Berlin pour stopper au départ massif des habitants de l'Est vers l'Ouest. Contrairement au blocus, le « mur de la honte » est là pour empêcher les habitants de l'Est de gagner l'Ouest. Le mur renforce l'esprit de solidarité occidentale pour cette partie de la ville (discours du président Kennedy « Ich bin in Berliner » en juin 1963).

b) En Asie : la guerre de Corée : 1950 – 1953



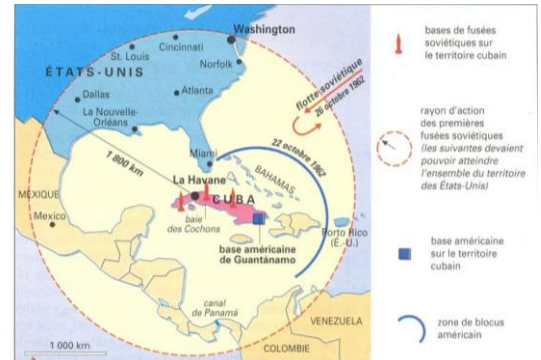
- Frontière de 1945 (38^e parallèle)
- ➔ Offensive nord-coréenne (25 juin 1950)
- ➔ Front le 5 août 1950
- ➔ Contre-attaque des Nations unies
- ➔ Front le 24 novembre 1950
- ➔ Intervention des troupes chinoises
- ➔ Front le 24 janvier 1951
- Ligne de cessez-le-feu (27 juillet 1953)

La guerre de Corée, 1950-1953

Alors qu'en 1949 la naissance de la *République populaire de Chine*, dirigée par Mao Zedong, renforce le bloc communiste, une autre grande crise éclate en Asie : la guerre de Corée. En 1950, la Corée du Nord communiste envahit la zone sud. Les Etats-Unis obtiennent le soutien de l'ONU et débarquent en Corée du Sud en tant que casques bleus. Ils repoussent l'invasion. Après 3 ans de guerre et 2,4 millions de morts, la frontière se stabilise. La guerre s'interrompt en 1953. Conflit typique de la guerre froide : entre l'Est et l'Ouest par peuples ou drapeaux interposés.

c) octobre 1962 : la crise de Cuba

Parvenu au pouvoir par la Révolution, en 1959, après avoir chassé le dictateur au pouvoir, soutenu par les Etats-Unis, Fidel Castro se rapproche de l'URSS qui y voit l'occasion d'installer des missiles nucléaires sur l'île, à quelques km des Etats Unis pour « protéger » Cuba. Les Etats-Unis menacent l'URSS d'un bombardement atomique s'ils ne les retirent pas. Khrouchtchev, qui a succédé à Staline en 1953, cède. On est passé au bord du gouffre nucléaire.



B – La chute du communisme en Europe et en URSS

1 - L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev en URSS (1985)

En mars 1985, Mikhaïl Gorbatchev (54 ans) prend la tête de l'Union soviétique. Il tente des réformes économiques (« perestroïka ») et politiques (« glasnost »). Mais il est trop tard. La catastrophe nucléaire de Tchernobyl (26 avril 1986) et l'embourbement de l'Armée rouge en Afghanistan révèlent les faiblesses du régime.

2 – La fin des démocraties populaires

a) Les débuts de l'ouverture

En Pologne, en juin 1989, les manifestations et les grèves poussent le gouvernement à organiser des élections libres, gagnée par l'opposition. Début mai 1989, la Hongrie ouvre ses frontières avec l'Autriche. Des milliers d'habitants de l'Est passent à l'Ouest. L'absence de réaction de l'URSS pousse alors les autres pays à agir.

b) La chute du mur de Berlin (9 novembre 1989)

En novembre 1989, en RDA, sous la poussée d'une foule immense, les barrières s'ouvrent vers l'Ouest et le Mur immédiatement détruit. En quelques mois les autres régimes d'Europe de l'Est s'effondrent, de manière pacifique (révolution de velours en Tchécoslovaquie) ou par des coups d'Etats (Roumanie). Le 3 octobre 1990, l'Allemagne est réunifiée.

3 – La chute de l'URSS

En août 1991, des conservateurs communistes hostiles aux réformes, tentent de renverser Gorbatchev. Le coup d'État échoue et les républiques d'URSS en profitent pour proclamer leur indépendance et l'interdiction du parti communiste accusé de trahison. Gorbatchev doit présenter sa démission de chef d'un parti communiste maintenant dissout et de président de l'URSS disparue, le 25 décembre 1991



C – La décolonisation

1- Les origines de la décolonisation

a) L'impact de la guerre

Les états colonisateurs sortent épuisés d'une guerre qui accélère le « déclin de l'Europe ». Les Alliés ont présenté leur combat comme celui de la liberté des peuples et de la démocratie.

Les combattants des troupes coloniales estiment être en droit de disposer eux-mêmes de cette liberté après avoir combattu pour celle de leurs colonisateurs.

b) Un contexte international favorable

La décolonisation ne se réduit pas à un face à face colonisés-colonisateurs, car les Etats-Unis et l'URSS, l'ONU bientôt, puis les jeunes Etats devenus indépendants jouent un rôle anticolonialiste indéniable.

2 – La décolonisation de l'Asie (1946 – 1954)

a) En Inde

En 1942, **Gandhi**, qui dirige avec **Nehru** le parti du Congrès, organise de larges manifestations non violentes (sit-in et grèves massives) sous le slogan « Quit India ». En pleine guerre, les Britanniques promettent l'indépendance après le conflit. Mais si le Congrès a un projet d'Etat unitaire, les musulmans indiens souhaitent la partition de l'Inde et la création d'un Pakistan musulman. Le dernier vice-roi des Indes, Lord Mountbatten, fait accepter son plan de partition comprenant l'Union indienne, ralliée par la majorité des hindouistes et le Pakistan constitué par deux territoires à majorité musulmane mais distants de 1 800 km au nord-ouest de l'Inde et dans le Bengale. Le 15 août 1947, les deux Etats accèdent à l'indépendance. Cette partition entraîne le déplacement de millions de personnes et d'innombrables massacres. Gandhi est assassiné en 1948.

b) Entre indépendance et guerre froide : les guerres d'Indochine et du Vietnam

En Indochine, Ho Chi Minh, chef du parti communiste vietnamien (Việt Minh), qui a lutté contre les Japonais, proclame l'indépendance du Vietnam le 2 septembre 1945. L'échec des négociations entraîne une guerre coûteuse et impopulaire pour la France. Après la défaite française de Diên Biên Phu, le 7 mai 1954, les **accords de Genève** (21 juillet 1954) mettent fin à l'Indochine française : le Viêt Nam est divisé en deux Etats. Le Nord sous contrôle du Viet-Minh, le Sud ayant d'abord un gouvernement favorable à la France vite remplacé par un allié des USA. Face aux révoltes de plus en plus nombreuses menées par des troupes communistes armées par le Nord, les Etats-Unis s'enlisent dans la guerre. En 1973, par les accords de Paris, ils sortent du conflit et en 1975, le Sud est annexé par le Nord.

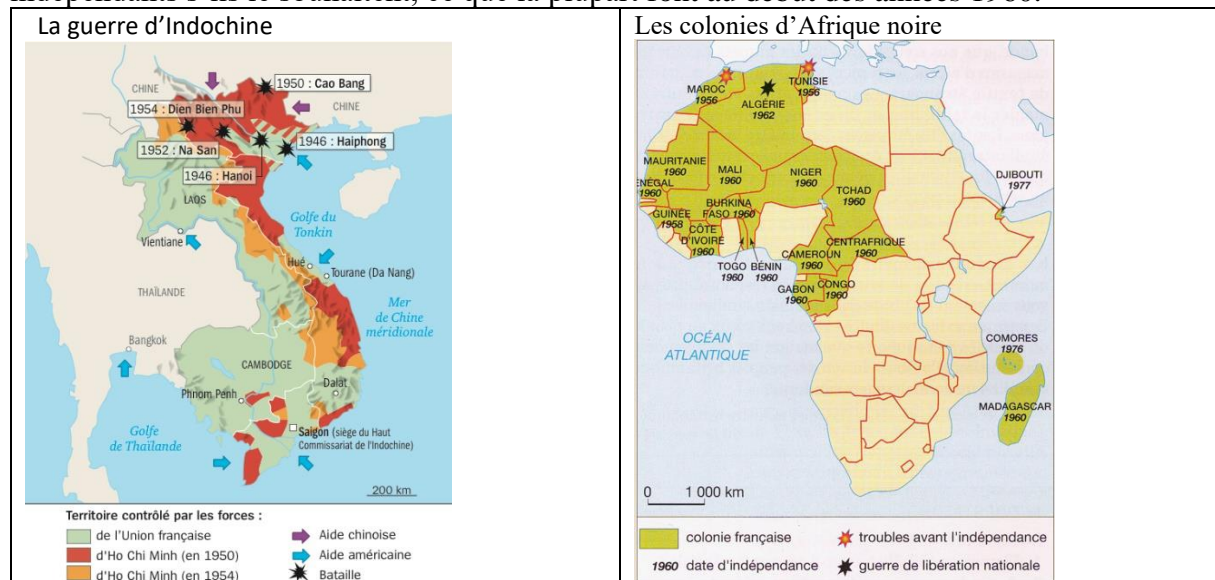
3 – En Afrique

a) L'Algérie

Si l'indépendance est accordée à la Tunisie et au Maroc en 1956, la situation est beaucoup plus complexe pour l'Algérie qui n'est pas considérée comme une colonie mais comme partie intégrante du territoire français. Les attentats du FLN le 1^{er} novembre 1954 marquent le début d'un soulèvement qui s'achève par les accords d'Evian le **12 mars 1962**.

b) L'Afrique noire

Les conflits sont plus rares car les Britanniques comme les Français y accordent plus facilement l'indépendance. De Gaulle inscrit dans la constitution de 1958 le principe de la communauté africaine accordant une large autonomie à ces pays qui ont le choix de devenir indépendants s'ils le souhaitent, ce que la plupart font au début des années 1960.



4 – Tiers monde et pays non-alignés : La conférence de Bandoeng (1955)



À Bandoeng, en avril 1955, à l’initiative des présidents Soekarno (Indonésie), Nasser (Egypte) et Nehru (Inde), 29 pays participent à une conférence, refusant la logique bipolaire, la soumission à un des blocs et le colonialisme. On parle de **Tiers Monde**. L’Afrique est très mal représentée car la plus grande partie de ce continent est encore colonisée.

Les revendications rencontrent un écho enthousiaste dans le monde. Le Yougoslave Tito organise une nouvelle conférence en septembre 1961 à Belgrade, fondant le **mouvement des**

pays non-alignés (sous-entendu : ni sur Washington, ni sur Moscou). D’autres conférences auront lieu, (Cuba, Alger...) mais le mouvement, divisé sur le plan politique et économique, s’essouffle rapidement.

Conclusion













La guerre froide oppose les États-Unis et l’URSS, à la tête de blocs d’alliances qui incarnent des modèles idéologiques contraires. Le blocus de Berlin est la première crise. L’Asie est un autre théâtre majeur du conflit (guerres de Corée, d’Indochine et du Vietnam), les États-Unis interviennent partout afin d’empêcher l’extension du communisme. La course aux armements nucléaires entre les deux superpuissances crée un climat d’angoisse, qui culmine lors de la crise des missiles de Cuba en 1962. Cet épisode conduit à diminuer la tension et à limiter la course aux armements : c’est la « Détente ». Mais elle n’empêche pas les deux superpuissances de s’affronter indirectement dans le tiers-monde, comme au Vietnam.

De 1945 à 1975, les pays d’Asie puis d’Afrique obtiennent leur indépendance, parfois au prix de violentes luttes comme la guerre d’Algérie (1954-1962). Ces nouveaux États aspirent à jouer un rôle sur la scène internationale, en faveur de la paix et du développement économique. Sous l’égide de Nasser et de Nehru, ils organisent pour cela plusieurs conférences, à Bandung (1955) puis à Belgrade (1961), sans parvenir à briser la logique bipolaire de la guerre froide. Beaucoup sont fragilisés par des difficultés économiques et politiques (dictatures, guérillas).

Des acteurs de la Guerre Froide

| | | | |
|---|---|---|--|
|  |  |  |  |
| Staline 1924 – 1953 | Khrouchtchev 1953 - 1964 | Brejnev 1964 - 1982 | Gorbatchev 1985 - 1991 |
|  |  |  |  |
| Truman 1945 - 1953 | Eisenhower 1953 - 1961 | Kennedy 1961 - 1963 | Reagan 1981 - 1989 |

Des acteurs de la décolonisation et du Tiers monde

| | | | |
|---|---|--|---|
|  |  |  |  |
| Ho Chi Minh (Vietnam) | Gandhi (Inde) | Nehru (Inde) | Mao Zedong (Chine) |
|  |  |  |  |
| Soekarno (Indonésie) | Ben Bella (Algérie) | Boumediene (Algérie) | Fidel Castro (Cuba) |
|  |  |  |  |
| Senghor (Sénégal) | Bourguiba (Tunisie) | Ernesto (Che) Guevarra | Nasser (Egypte) |

TEST

1. Pourquoi, la situation de l'Allemagne depuis 1945 et la crise de Berlin de 1948-1949 sont-elles l'illustration de la définition de Raymond Aron de la Guerre froide : « Une période de guerre improbable et de paix impossible ? »
2. Comment la formation des blocs se touche-t-elle tous les domaines ?
3. Pourquoi la guerre de Corée et la guerre du Vietnam sont des exemples de conflits de la guerre froide ?
4. Pourquoi peut-on affirmer que la décolonisation est une conséquence de la Seconde guerre mondiale ?
5. Quelles sont les causes et les conséquences de la décolonisation de l'Inde ?
6. Pourquoi la décolonisation de l'Algérie a-t-elle été plus violente que celle des autres Etats africains ?
7. Quelle est l'importance de la conférence de Bandoeng ?
8. Comment s'explique l'effondrement du bloc de l'Est et de l'URSS ?

II – Vers un monde multipolaire
A – L'hyperpuissance américaine
1 – Au Moyen Orient

a) *La guerre du Golfe de 1991*

b) *Les accords d'Oslo (1993)*

2 – En Europe : l'ex-Yougoslavie
B – Le tournant de 2001
1 – Etude de cas : les attentats du 11 septembre
2 – Vers un monde multipolaire
Conclusion
Mots importants

Al-Qaïda : « la base » en arabe, nom du mouvement islamiste fondé en 1987 en Afghanistan par Oussama Ben Laden et devenu un réseau terroriste international à partir de 1998.

BRICS : acronyme désignant les principales puissances émergentes : Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

Daesh : acronyme pour « État islamique en Irak et au Levant », mouvement djihadiste sunnite issu d'Al-Qaïda en 2006, remettant en cause son autorité. qui proclame en 2013 l'instauration d'un État islamique au Proche-Orient.

Djihadisme : courant violent de l'islamisme prônant le djihad au sens d'une guerre sainte menée à la fois contre l'Occident et contre les musulmans qui ne partagent pas ses convictions.

Épuration ethnique : entreprise violente menée par un groupe ethnique pour chasser d'un territoire un autre groupe ethnique. Elle se caractérise par des massacres, des viols, des pillages, etc.

Hard power : capacité d'une puissance à contraindre par la force.

Hyperpuissance : puissance sans égale, dont la domination s'exerce sur tous les plans (politique, militaire, économique, culturel et technologique).

Islamisme : idéologie politique qui propose de fonder l'organisation de l'ensemble de la société et de l'État sur des préceptes tirés de textes religieux islamiques, en particulier du Coran.

Multilatéralisme : Mode d'organisation des relations entre États fondé sur la coopération pour instaurer des règles communes.

Multipolaire : Organisation géopolitique dans laquelle la puissance est partagée entre plusieurs pôles, en opposition au monde bipolaire durant la guerre froide.

OLP : Organisation de libération de la Palestine. Organisation palestinienne fondée en 1964, avec pour but initial la libération de toute la Palestine. Dirigée par Yasser Arafat, elle s'oriente, après des années de lutte armée et d'attentats, vers une politique de négociation. Elle parvient par les accords d'Oslo en 1993 à obtenir des territoires autonomes en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Ordre mondial : Relations internationales régulées par le droit et la concertation afin de garantir la paix.

Puissance émergente : Pays dont la croissance économique rapide s'explique par la bonne intégration dans les échanges commerciaux mondiaux et ayant une capacité d'influence en termes économiques, culturels et diplomatiques.

Terrorisme : Violences commises par une organisation pour créer parmi la population un climat de terreur et d'insécurité et faire ainsi pression sur un État.

Unilatéralisme : Attitude d'un État qui consiste à agir sans concertation avec les autres acteurs des relations internationales (par opposition au multilatéralisme).

II – Vers un monde multipolaire

L'effondrement de l'URSS en 1991 bouleverse les relations internationales. Seule hyperpuissance, les Etats-Unis sont les gendarmes du monde, intervenant en imposant des négociations aux pays en guerre ou sur le plan militaire au sein de la coalition internationale. Mais après le 11 septembre Washington adopte une stratégie unilatérale, intervenant sans l'aval de la communauté internationale, pour des intérêts propres. Parallèlement, d'autres puissances émergent tandis que se multiplient les foyers de tension.

A – L'hyperpuissance américaine

1 – Au Moyen Orient



b) Les accords d'Oslo (1993)

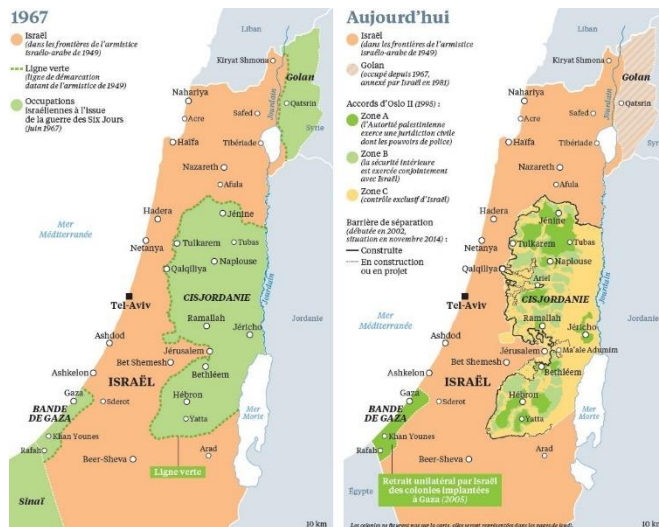
a) La guerre du Golfe de 1991

La disparition de l'Union soviétique donne aux Etats-Unis l'avantage au Conseil de sécurité de l'ONU, où ils ne rencontrent plus d'opposition. Ils obtiennent le vote d'une intervention contre l'Irak de Saddam Hussein qui a envahi le Koweït et prennent la tête d'une large coalition internationale (formée de 34 pays venant de continents différents).



Yitzhak Rabin Bill Clinton Yasser Arafat

Le 13 septembre 1993, les accords israélo-palestiniens d'Oslo parrainés par les Etats-Unis sont signés à Washington. Par ces accords, l'OLP reconnaît le droit d'Israël à l'existence et obtient en échange une gestion autonome de la Cisjordanie et de Gaza.





3 – En Europe : l'ex-Yougoslavie

La Yougoslavie est un État dominé par les Serbes mais multiethnique. Après la chute du régime communiste, chaque nationalité souhaite posséder son propre État. En Croatie et en Bosnie Herzégovine, région où les diverses populations sont particulièrement enchevêtrées, la guerre est très meurtrière entre les bombardements, les opérations de « purification ethnique » et le blocus serbe de Sarajevo. Les interventions des troupes de l'ONU n'évitent pas les massacres. Sous l'impulsion américaine, sont signés en novembre 1995 les **accords de Dayton** qui rétablissent la paix en Bosnie Herzégovine.

B – Le tournant de 2001

1 – Etude de cas : les attentats du 11 septembre

a) Des cibles symboliques

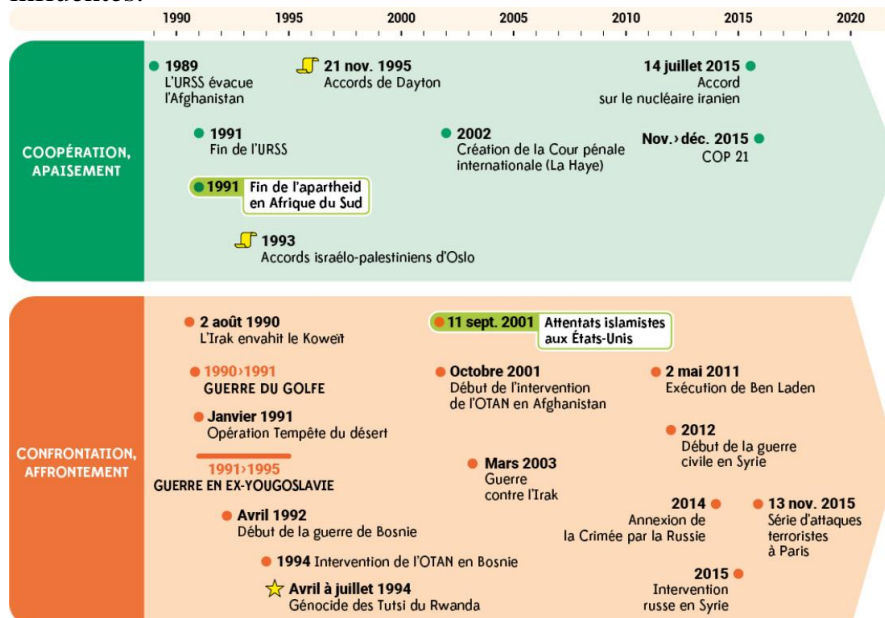
Oussama Ben Laden, un milliardaire saoudien, crée Al Qaïda en 1987, une organisation terroriste islamiste qui multiplie les attentats dans les années 1990 (à Nairobi au Kenya, 1998, 400 morts) Les cibles visées sont les symboles de la puissance américaine : économique et financière (World Trade Center à New York) ; militaire (Pentagone) ; politique, (Maison Blanche). Le bilan est très lourd: près de 3000 morts, des milliers de blessés.

b) La tentation unilatérale des Etats-Unis

Les attentats du 11 septembre, premières attaques sur le sol américain depuis Pearl Harbor, modifient la politique extérieure américaine. Le terrorisme islamiste devient le nouvel ennemi des États Unis, ainsi que tous leurs alliés potentiels (appelés « Axe du Mal » par G.W. Bush en 2002). Cela débouche sur plusieurs guerres. L'intervention en Afghanistan en 2001 est soutenue par la communauté internationale, contrairement à celle en Irak en 2003 à laquelle s'opposent de nombreux États européens et musulmans. Dans les prises de décisions, l'ONU tient une place secondaire.

2 – Vers un monde multipolaire

Les Etats Unis restent la première puissance, mais le monde n'est plus unipolaire ou bipolaire. De nouvelles puissances se développent avec l'intention de jouer un rôle international. C'est le cas des « puissances émergentes (BRICS), dont la Chine qui développe des réseaux d'influence et de commerce le long de la nouvelle route de la soie, ou la Russie qui cherche à retrouver sa grandeur d'avant la chute de l'URSS. Parallèlement, le Brésil et l'Inde occupent une place de plus en plus importante. Enfin, l'UE et le Japon restent des puissances influentes.

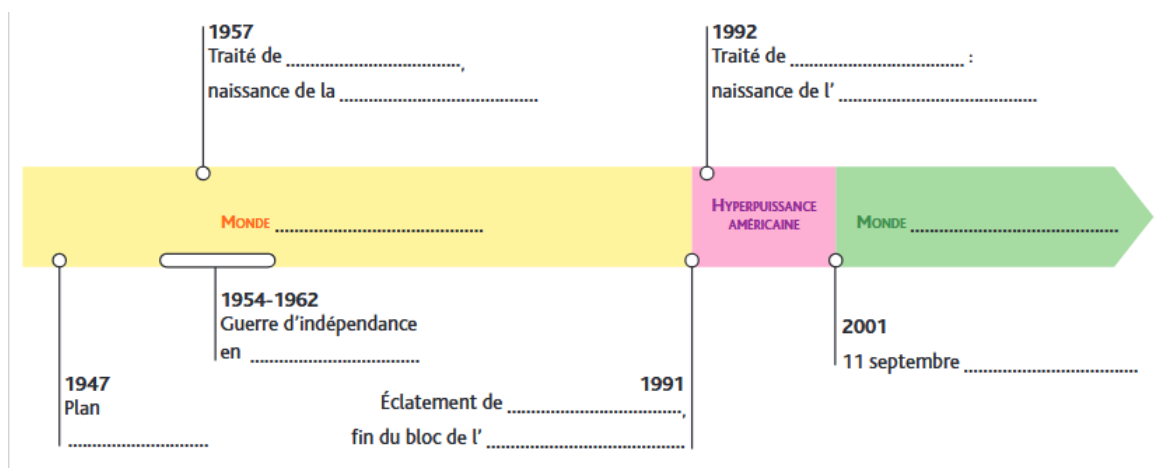


Conclusion

A la fin de la guerre froide, les États-Unis s'imposent comme l'« hyperpuissance » d'un monde unipolaire. Mais les espoirs d'un « nouvel ordre mondial », apaisé par la fin de la rivalité entre les deux Grands sont vite contredits. L'essor des revendications identitaires, ethniques ou religieuses débouche par endroits sur des violences de masse à caractère génocidaire (Rwanda en 1994, Yougoslavie en 1995). La menace terroriste s'internationalise et provoque, avec les attentats du 11 septembre 2001, une réorientation unilatérale de la politique américaine. Confrontées à des guerres de plus en plus souvent asymétriques, dans lesquelles s'entrecroisent les intérêts d'acteurs multiples et parfois mal identifiés, l'ONU et les grandes puissances ont du mal à imposer leurs solutions. Les rapports de force internationaux sont bouleversés par l'émergence de nouvelles puissances (Inde, Chine, Brésil) et la réémergence d'autres (Russie). Loin d'assister à l'avènement d'un monde unipolaire comme on l'avait pensé au début des années 1990, c'est bien plutôt un monde multipolaire qui émerge. Cette multiplication des puissances rend d'autant plus nécessaire leur coopération, notamment pour affronter des défis globaux comme la crise climatique, ou le terrorisme. Mais le rêve d'une gouvernance mondiale se heurte à la réalité des ambitions contradictoires des grandes puissances.

TEST

1. Pourquoi peut-on considérer les États-Unis comme les gendarmes du monde après 1990 ?
2. Qu'est-ce qu'une hyperpuissance ?
3. Pourquoi la politique américaine passe-t-elle du multilatéralisme à l'unilatéralisme ?
4. Qu'est-ce qu'un monde multipolaire ?



IV – L'évolution du projet européen

A – Vers la communauté européenne

1 - Réussites et échecs de la construction européenne

2 - Naissance de la CEE (1957)

B – Naissance de l'Union européenne

1 – Un approfondissement économique et politique

2 – Entre euroscepticisme et crises

Brexit : Processus de sortie de l'Union européenne du Royaume-Uni enclenché par un référendum tenu le 23 juin 2016 et achevé le 31 janvier 2020

CECA : Communauté européenne du charbon et de l'acier : première construction européenne en 1951 rassemblant l'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Italie et le Benelux (Belgique, Luxembourg et Pays-Bas)

CED : Communauté européenne de défense : tentative d'unir les forces de la CECA dans une armée européenne. C'est un échec en 1954

CEE : Communauté économique européenne née en 1957 par le traité de Rome. Regroupe dans un premier temps les pays de la CECA.

Elargissement : processus d'ouverture de la CEE, puis de l'UE, à de nouveaux membres.

Euroscepticisme : sentiment d'hostilité à l'UE.

Marché unique : Nom donné à un espace économique encore plus unifié que le marché commun, impliquant non seulement la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services et des hommes, mais aussi l'harmonisation des législations entre États membres.

Règlement de Dublin : Règlement signé en 2013 déléguant la responsabilité de l'examen de la demande d'asile d'un réfugié au premier pays qui l'a accueilli.

UE : Née par le traité de Maastricht en 1992 afin de donner à la CEE une dimension économique mais aussi politique et financière.

IV – L'évolution du projet européen

A – Vers la communauté européenne

1- Réussites et échecs de la construction européenne

a) Naissance de la CECA (1950)

Le 9 mai 1950, Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, propose une *Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier* (CECA) rassemblant l'Allemagne de l'Ouest, la France, l'Italie et le Benelux (Belgique, Luxembourg et Pays-Bas).

b) Echec de la CED (1954)

La CECA est acceptée avec enthousiasme mais, dans le cadre de la guerre froide, le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, voulu par les Etats Unis pose problème. La France propose la création d'une communauté européenne de défense (CED) intégrant les régiments allemands dans une armée européenne. Le projet divise tant les partis politiques qu'il est abandonné.

2 - Naissance de la CEE (1957)

Le 25 mars 1957, l'Allemagne, la France, l'Italie, et le Bénélux signent à Rome le traité sur la création d'une Communauté Économique Européenne (CEE) qui entre en vigueur le 1er janvier 1958. Arrivé au pouvoir la même année en France, de Gaulle veut faire « une France forte dans une Europe forte » capable de faire contrepoids entre l'Est et l'Ouest. Il renforce la coopération franco-allemande (traité de 1963) et accélère la politique agricole commune et des projets industriels importants.

B – Naissance de l'Union européenne

1 – Un approfondissement économique et politique

Le **traité de Maastricht** (7 février 1992) crée l'**Union européenne** (UE) qui renforce la coopération des Etats membres. On décide la création d'une monnaie unique, l'Euro, pour faciliter les échanges, mis en circulation le **1^{er} janvier 2002**.

2 - Entre euroscepticisme et crises

Depuis les années 1970, l'Europe est passée progressivement de 6 à 28 pays. Mais plusieurs partis nationalistes s'élèvent contre l'Union européenne accusée de détruire les identités nationales, de confisquer aux Etats un certain nombre de leurs prérogatives ou d'imposer des politiques ultralibérales et antisociales. De plus, nombre de chefs politiques ont eu souvent l'occasion d'accuser l'Europe d'être la cause de leurs propres échecs. Dans le même temps, l'Union européenne jusqu'à la guerre en Ukraine, n'est jamais parvenue à s'exprimer de façon unique sur les politiques à mener en cas de crise. Le laxisme supposé de l'Europe concernant l'entrée de migrants est une autre cause d'opposition. Tout cela favorise la montée d'un euroscepticisme, dont le Brexit (départ de la Grande Bretagne) est une conséquence.

TEST

- 1) Définissez ce que signifie un monde multipolaire
- 2) Justifiez les affirmations suivantes en utilisant des exemples précis tirés du cours ou de vos connaissances.
 - L'ONU n'a pas la capacité de résoudre toutes les crises diplomatiques mondiales
 - La construction européenne ne s'est pas faite uniquement sur des projets économiques
 - La Seconde Guerre mondiale a eu un effet direct sur les revendications d'indépendance dans les pays coloniaux.
- 3) Répondez en quelques phrases à la question suivante : Pourquoi les doctrines Truman et Jdanov sont-elles opposées et annonciatrices de la bipolarisation ?
- 5) Déterminez pourquoi les affirmations suivantes sont EXACTES :
 - Les États-Unis peuvent être considérés comme les vainqueurs de la guerre froide.
 - Le terrorisme international s'affirme comme un acteur international majeur depuis le début des années 2000.

Chapitre III – La France depuis 1945

A – Le GPRF et la IV^e République

- 1 - Les premières mesures du GPRF
- 2 - Le régime des partis
- 3 - Les crises coloniales et la chute de la IV^e république

B - La Ve République

- 1 - Un pouvoir semi-présidentiel
- 2 - Une société nouvelle
- 3 - Une puissance internationale

C – Etude de cas : la guerre d'Algérie

- 1 – Une guerre longue
 - a) Les pleins pouvoirs à l'armée
 - b) L'impasse politique
- 2 – Une guerre cruelle
- 3 - Une guerre aux conséquences tragiques

Alternance : Changement de majorité, de la droite vers la gauche (ou inversement), après des élections législatives.

Cohabitation : Coexistence d'un président de la République et d'une majorité politique qui lui est opposée à l'Assemblée nationale.

Commissaire au Plan : haut fonctionnaire chargé de fixer les grandes orientations de l'économie française dans un plan indicatif.

Féminisme : mouvement visant à abolir les inégalités dont les femmes sont victimes et à établir l'égalité complète des droits entre les femmes et les hommes.

FLN : Front de libération nationale : mouvement formé en novembre 1954 pour obtenir l'indépendance de l'Algérie par la lutte armée.

GPRF (Gouvernement provisoire de la République française) : Créé à la Libération, il gouverne le pays jusqu'à la mise en place de la République.

Harkis : Soldats algériens membres de l'armée française

Pieds noirs : surnom donné aux Français d'Algérie

O.A.S. : Mouvement opposé à l'indépendance en Algérie qui commet des attentats et des assassinats.

Plan : Document par lequel le gouvernement fixe des objectifs économiques pour 5 ans.

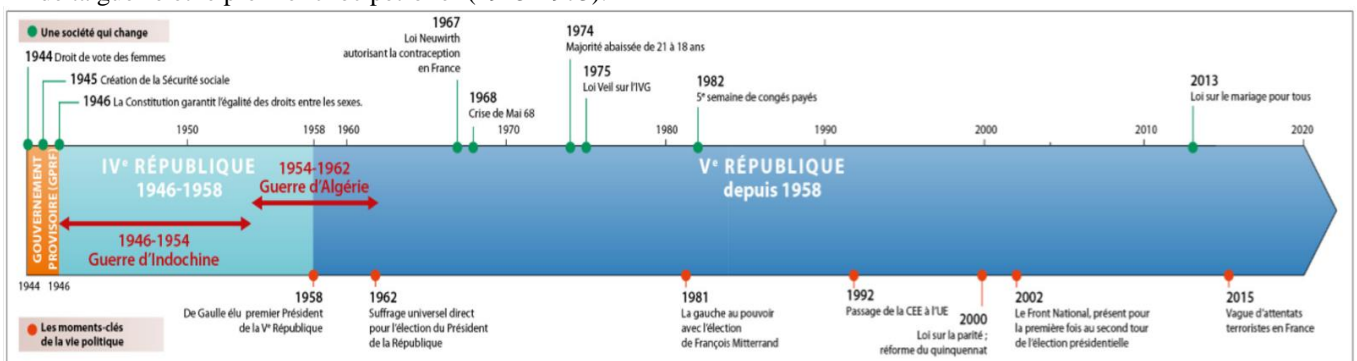
Régime parlementaire : Régime dans lequel le gouvernement est responsable devant une assemblée qui l'investit et peut le renverser

Régime semi-présidentiel : Régime qui combine un régime parlementaire avec un pouvoir présidentiel fort.

Représentation proportionnelle : mode de scrutin dans lequel chaque parti présente une liste de candidats et obtient un nombre d'élus proportionnel aux voix en sa faveur. Elle permet une représentation fidèle de l'électorat, mais rend plus difficile la formation d'une majorité stable.

SMIG (salaire minimum Interprofessionnel garanti) : créé en 1950, au-dessous duquel un travailleur ne peut être légalement employé. Il est remplacé en 1970 par le **SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance)**, revalorisé en fonction de la croissance économique et de la hausse des prix.

Trente Glorieuses : Définit, selon l'économiste français Jean Fourastié, la période de croissance économique entre la fin de la guerre et le premier choc pétrolier (1945-1973).



1 La France depuis 1945 : politique et société

Chapitre III – La France depuis 1945

A – Le GPRF et la IV^e République

1 - Les premières mesures du GPRF

En 1945, il faut renforcer les moyens d'action de l'État pour engager la reconstruction et la modernisation. Cela passe d'abord par des **nationalisations** (Banque de France et grandes banques, la production de charbon, de gaz (GDF), d'électricité (EDF), la construction automobile (Renault), le transport aérien (Air France). L'Etat intervient, après 1945 dans les

domaines **économique et social**, en particulier dans le domaine de la protection sociale, répondant à une demande du Conseil national de la Résistance. C'est l'**Etat Providence**.

2 - *Le régime des partis*

Chargés de rédiger une nouvelle constitution, les députés mettent au centre du système l'Assemblée nationale, ce qui provoque la colère de De Gaulle, chef du gouvernement, qui démissionne en janvier 1946.

Dans la Constitution d'octobre 1946, l'Assemblée vote seule la loi et investit seule le président du Conseil (Premier ministre). Le président de la République, élu pour 7 ans par les deux chambres, a des pouvoirs limités. Il désigne le Président du Conseil (qui doit avoir l'investiture de l'Assemblée) et peut dissoudre cette dernière. L'investiture d'un Président du Conseil se fait toujours en échange de postes dans le gouvernement pour les partis. En outre, l'adoption du scrutin proportionnel aux élections législatives, entraîne un morcellement de l'Assemblée. L'alliance de plusieurs partis est donc nécessaire à la formation d'une majorité. Mais ces alliances éphémères participent à l'instabilité gouvernementale.

3 - *Les crises coloniales et la chute de la IV^e république*

Dès 1946, la France entre dans la Guerre d'Indochine, qui s'achève en 1954 par la défaite de Dien Biên Phu et la signature des accords de Genève accordant l'indépendance au Vietnam, au Cambodge et au Laos.

En novembre 1954, lorsque les premiers attentats ont lieu en Algérie, le gouvernement est pris au dépourvu. En 1958, les Français d'Algérie, qui ont peur d'être abandonnés par la France, manifestent avec le soutien de l'armée, et appellent de Gaulle à revenir au pouvoir. Celui accepte à condition de pouvoir changer la Constitution.

B - La Ve République

1 - *Un pouvoir semi-présidentiel*

La Constitution adoptée par référendum en octobre 1958 réduit les pouvoirs du Parlement et fonde un régime semi-présidentiel.

Le président de la République a désormais un rôle prééminent. Élu pour sept ans 80 000 grands électeurs, il nomme le Premier ministre, dispose d'un droit de dissolution et peut recourir au **référendum** pour les questions d'organisation des pouvoirs publics. En cas de crise grave, il peut prendre des mesures exceptionnelles (art. 16). La réforme constitutionnelle de 1962 approuve l'élection suffrage universel, lui donnant une légitimité considérable. En 1981, l'élection de François Mitterrand marque la première **alternance**, prouvant que le régime reste stable malgré le changement de majorité. En 1986, la première **cohabitation** entre un président d'un bord politique et d'une Assemblée - et donc d'un gouvernement - d'un parti opposé ne remet pas en question le bon fonctionnement des institutions. Plusieurs réformes modifient la Constitution. En 1974, la majorité passe de 21 ans à 18 ans. En 2000 un référendum réduit le mandat présidentiel à 5 ans afin d'éviter les périodes de cohabitation. La loi sur la parité de 1999 oblige les partis à augmenter la place des femmes aux élections.

2 - *Une société nouvelle*

Les premières années qui suivent la guerre sont difficiles sur le plan économique. Mais à partir des années 1950, le développement est important. On est dans les **Trente glorieuses**. C'est le début de la consommation de masse. On s'équipe progressivement : électroménager, voiture, téléviseur.... Le passage progressif de deux à cinq semaines de congés payés démocratise les départs en vacances. Les nouvelles générations issues du baby-boom se lancent dans les études longues, tandis que l'on fait appel à l'immigration pour le travail dans les usines. En 1974, les débuts de la crise économique entraînent un changement profond : le chômage réapparaît et devient une préoccupation centrale.

3 - *Une puissance internationale*

En parvenant à intégrer la France dans le camp des vainqueurs en 1945, de Gaulle a permis au pays de jouer un rôle moteur dans la diplomatie internationale : force occupante en Allemagne, siège de membre permanent au Conseil de sécurité... Sous la IV^e République le pays joue un rôle moteur dans la construction européenne. Avec le retour de De Gaulle en 1958, la politique s'oriente vers l'indépendance et la grandeur de la France : programme nucléaire, retrait de l'OTAN en 1965, industries de pointe. Il renforce les liens avec la RFA pour créer un axe

central à la construction européenne. La perte des colonies n'empêche pas le maintien de relations fortes avec ces territoires, via la francophonie et les échanges commerciaux. La France reste en outre présente dans le monde entier grâce aux DROM.

C – Etude de cas : la guerre d'Algérie

1 - Une guerre sans nom

a) Les pleins pouvoirs à l'armée

Après la répression sauvage des émeutes de Sétif le 8 mai 1945, les mouvements algériens modérés sont dépassés. L'insurrection débute lors de la « Toussaint rouge » en 1954, lorsque le FLN déclenche une série d'attentats pour revendiquer l'indépendance. Le gouvernement répond en envoyant de plus en plus de soldats, pour « pacifier » l'Algérie. En 1956, il décide d'envoyer les jeunes appelés du contingent. Il donne des pouvoirs de police à l'armée qui pratique une violente répression, notamment lors de la « bataille d'Alger » (1957).

b) L'impasse politique

Devant l'impasse d'une solution politique, le général de Gaulle est appelé au pouvoir. En 1959, il engage alors la colonie vers l'autodétermination, mais doit faire face à la résistance des partisans de l'Algérie française.

2 – Une guerre cruelle

Le gouvernement mobilise d'importants moyens, fait appel au **contingent** et aux **harkis**. Le FLN recrute des combattants dans les campagnes et dans les villes. Le contrôle de la population civile est un enjeu. Pour éviter leur recrutement par le FLN, des centaines de familles algériennes sont regroupées dans des camps. Il y a un renchérissement de la violence entre les répressions de l'armée française et son utilisation de la torture et les massacres commis par le FLN, y compris contre des mouvements indépendantistes concurrents. Le conflit totalise 400 000 victimes, principalement algériennes.

3 - Une guerre aux conséquences tragiques

Les accords d'Évian mettent en place le processus d'autodétermination et un cessez-le-feu. La fin de la guerre est marquée par de nouvelles violences. **L'Organisation armée secrète** (OAS) lance « une offensive généralisée » contre les partisans de l'indépendance en multipliant les actions violentes.

Les « pieds-noirs » fuient en masse l'Algérie. Plusieurs milliers de harkis sont massacrés après l'indépendance.

Le 1^{er} juillet 1962, 99,7 % des Algériens disent « oui » à l'indépendance par référendum. La guerre a éprouvé les sociétés françaises et algériennes. Aujourd'hui encore, des conflits de mémoires persistent.

TEST

1 – Placez sur l'axe chronologique :

1945 1950 1955 1960 1965 1970 1975 1980 1985 1990 1995 2000 2005 2010 2015 2020

mise en place du quinquennat, loi Veil sur l'IVG, élection de François Mitterrand, référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel, mise en place de la Ve République, mise en place de la IVe République, guerre d'Algérie, première cohabitation

2 - Montrez que la France devient une société de consommation de masse durant les Trente Glorieuses.

3 - Indiquez si les propositions suivantes sont vraies ou fausses et justifiez votre réponse

- La V^e République est un régime parlementaire.
- Le GPRF et la IV^e République mettent en place un État-providence.